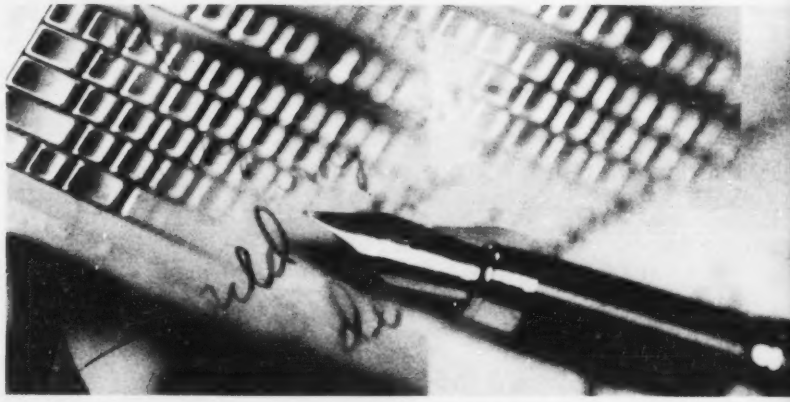
RAPPORT DE RECHERCHE

PROJET DE RECHERCHE ET DE CONSULTATION SUR LE LOGEMENT DES INUITS AU CANADA



SCHL CMHC

AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

SCHL—AU CŒUR DE L'HABITATION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme fédéral responsable de l'habitation. Elle aide les Canadiens à avoir accès à un vaste choix de logements de qualité, à prix abordable.

Le Programme d'assurance prêt hypothécaire de la SCHL a aidé de nombreux Canadiens à réaliser leur rêve de posséder une maison. La SCHL offre une aide financière pour que les Canadiens les plus démunis puissent se procurer un logement convenable, à prix abordable. Par l'entremise de ses activités de recherche, la SCHL stimule l'innovation dans les domaines suivants : conception des habitations, technologie du bâtiment, urbanisme, options de logement et financement. La SCHL s'associe également avec le secteur de l'habitation et les autres membres d'Équipe Canada afin de vendre les produits et le savoir-faire canadiens sur les marchés étrangers et, ainsi, de créer des emplois ici-même, au pays.

La SCHL offre aux consommateurs et aux membres du secteur de l'habitation une vaste gamme de produits d'information susceptibles de les aider à prendre des décisions éclairées concernant leurs achats ou leurs affaires. Avec la plus vaste gamme d'information sur l'habitation et les logements au Canada, la SCHL est le plus important diffuseur d'information sur l'habitation au pays.

Par ses activités, la SCHL contribue à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens, dans toutes les collectivités du pays. Elle les aide à vivre dans des maisons sûres à tout point de vue. Elle est vraiment « au cœur de l'habitation ».

Les Canadiens peuvent se procurer l'information diffusée par la SCHL dans différents points de vente et dans ses bureaux régionaux.

Vous pouvez aussi communiquer avec nous par téléphone : 1 800 668-2642
(à l'extérieur du Canada : (613) 748-2003)
ou par télécopieur : 1 800 245-9274
(à l'extérieur du Canada : (613) 748-2016)

Pour nous joindre en direct, visitez notre page d'accueil à l'adresse suivante : www.cmhc-schl.gc.ca

La Société canadienne d'hypothèques et de logement souscrit à la politique du gouvernement fédéral sur l'accès des personnes handicapées à l'information. Si vous désirez obtenir la présente publication sur des supports de substitution, composez le 1 800 668-2642.

102-00170/

Inuit Tapirisat du Canada

Rapport final

Projet de recherche et de consultation sur le logement des Inuits au Canada

Préparé en avril 2001

Issued also in English under the title: ***Research and Consultation Project Concerning Inuit Housing Across Canada.***

Ce projet de recherche et de consultation sur le logement des Inuits au Canada a été financé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC), mais les opinions exprimées ici sont les opinions personnelles des auteurs et la SCHL et le MAINC n'en acceptent pas la responsabilité.

La SCHL contribue à l'amélioration des conditions de logement et de vie des Canadiens en communiquant les résultats de ses recherches. Communiquez avec la SCHL pour obtenir la liste des produits d'information disponibles sur divers sujets sociaux, économiques, environnementaux et techniques relatifs au logement.

Pour de plus amples renseignements, appelez le 1-800-668-2642 ou visitez-nous sur l'Internet à : www.cmhc-schl.gc.ca

Table des matières

Introduction 1

Contexte 2

But du projet 2

Démarche adoptée 3

Méthode de recherche 4

- **Analyse documentaire** 4
- **Sondages** 6
- **Entrevues** 11

Réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits 13

- Résumé des besoins de logement 14
- Enjeux, défis et recommandations issus de la réunion de consultation nationale 16

Conclusions 18

Prochaines étapes – Rôle de l'Inuit Tapirisat du Canada 24

Annexes

- **Bibliographie – Internet** 26
- **Bibliographie – Rapports gouvernementaux** 33
- **Bibliographie – Rapports non gouvernementaux** 36
- **Bibliographie – Périodiques** 36
- **Sondages – Ministères gouvernementaux** 37
- **Sondages – Associations de logement** 42
- **Sondages – Aînés** 45
- **Sondages – Organismes inuits** 49

Introduction

L'Inuit Tapirisat du Canada (ITC), organisme national représentant tous les Inuits du Canada, se préoccupe de la pénurie de logements adéquats dans les communautés inuites depuis sa création, il y a trente ans. La situation du logement de nombreux Inuits traverse une crise depuis que les premières familles inuites ont été déplacées dans des peuplements par le gouvernement fédéral dans les années 1950 et 1960. Depuis lors, le logement constitue la priorité la plus urgente pour tous les principaux organismes inuits et est constamment pointé du doigt comme amplifiant les problèmes sociaux et économiques déjà graves auxquels sont confrontés les communautés inuites.

L'ITC admet que procurer des logements convenables aux Inuits demandera plus qu'une solution simple et unique. Les responsables du logement de tous les secteurs et territoires continuent de se heurter à des problèmes de taille. L'ITC a la ferme conviction que l'injection de nouveaux capitaux constitue un élément fondamental dans la résolution efficace de cette crise du logement. Tous les intéressés que nous avons abordés dans le cadre du présent projet de recherche et de consultation sont conscients de cette réalité. Néanmoins, nous savons que l'obtention de nouveaux capitaux demandera une stratégie coordonnée et vigoureuse au plan politique et dépasse donc le cadre pratique du projet. Pour que cette hypothèse fondamentale sur ce problème criant se traduise en mesures constructives et progressistes, l'ITC croît qu'il faut continuer de travailler en étroite collaboration avec les Inuits, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et les intervenants des secteurs public et privé afin de considérer sous un nouveau jour la situation du logement des Inuits et de se pencher sur des façons nouvelles et novatrices de régler ce problème.

Le logement est sans aucun doute un domaine complexe et qui se répercute sur de nombreux aspects cruciaux de la vie des communautés inuites. En général, ces communautés sont petites et isolées et doivent relever de nombreux défis pour atteindre le niveau de vie dont la plupart des Canadiens tiennent pour acquis. En 1998, l'ITC a commencé à redoubler d'effort pour faire avancer la question du logement des Inuits. L'ITC s'est rendu compte qu'il fallait déployer de nouveaux efforts de recherche et de consultation pour cerner les besoins et les priorités des Inuits et pour explorer de nouvelles façons novatrices de résoudre la situation du logement. Il fallait également mener des recherches pour trouver de nouveaux modes d'établissement de partenariats et de financement pour tirer parti des forces et des réussites s'étant manifestées dans certains éléments du secteur du logement des Inuits. De plus, il fallait recueillir et analyser de l'information documentaire pour que l'ITC puisse fonder ses recherches et ses consultations sur l'information la plus à jour qui soit à propos de la situation du logement et de la multitude de programmes et de politiques ayant évolué dans le secteur de l'habitation dans l'ensemble du Canada.

Conscient de ces besoins, l'ITC a abordé la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) afin de pouvoir entreprendre un projet de recherche et de consultation sur les problèmes de logement dans les régions du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest, du Nord québécois et du Labrador. À la suite d'un processus de consultation et de pourparlers, la SCHL et l'ITC ont signé une lettre d'entente en février 2000. L'ITC tient à remercier la SCHL, et plus particulièrement M^me^ Line Marie Gullison, analyste principale de la Division de la planification et politiques stratégiques, pour l'avoir aidé à réaliser cet important projet.

L'ITC a en outre apprécié le soutien moral et financier qu'a apporté à son projet le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. De plus, la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, la Société d'habitation du Nunavut et la Newfoundland/Labrador Housing Corporation ont apporté une contribution financière.

L'équipe de projet tient également à remercier M. Jose Kusugak, président de l'Inuit Tapirisat du Canada, ainsi que le conseil d'administration de l'ITC pour leurs contributions et leur soutien inestimables à ce projet.

Contexte

Les communautés inuites de l'Arctique canadien continuent de subir une grave crise de logement, qui mine de manière inacceptable leur santé et leur expansion sociale et économique. La crise du logement est largement citée comme étant l'un des principaux facteurs de l'escalade de la violence familiale, des actes d'autodestruction, des taux élevés de décrochage scolaire, de la toxicomanie et de la détérioration générale de la santé physique, qui ont des effets très dévastateurs sur les communautés inuites. L'ITC croît que ces problèmes sont directement aggravés par le fait que les Inuits habitent les logements les plus surpeuplés du Canada.

Il y a à peine 40 à 50 ans, le gouvernement fédéral a installé les communautés inuites nomades dans des communautés sédentaires pour leur offrir plus facilement un large éventail de services et de programmes gouvernementaux, dont le logement. Dès lors, la crise du logement a trouvé racine sur ce terrain fertile. La constitution de familles élargies, la forte croissance démographique et la pénurie constante de logements se sont combinés pour exposer les Inuits à une pénurie chronique de logements convenables, au surpeuplement et aux problèmes sociaux et sanitaires en découlant.

But du projet

Le problème de logement dans les communautés inuites a été clairement cerné et porté à l'attention du gouvernement fédéral par une recherche antérieure menée par l'ITC en 1994-1995. Par le présent projet, nous ne visons pas à reprendre ce travail, nous voulons nous appuyer sur ses résultats pour mieux comprendre le problème du logement, établir des priorités pour les communautés inuites et chercher des façons novatrices de régler les problèmes de logement.

Les intervenants des communautés inuites et des organismes gouvernementaux admettent en très grand nombre que la principale solution à cette crise de logement repose sur la prestation de nouvelles structures de financement en vue de ramener les niveaux de financement à la construction de nouveaux logements sociaux au moins aux niveaux qui prévalaient avant 1993. Si l'ITC et d'autres organismes continueront de poursuivre cet objectif au plan politique, le présent projet se concentre sur l'exploration de nouvelles solutions aux problèmes de logement dans les communautés inuites. Parmi les questions posées au début du projet, citons les suivantes : Quelle est la situation actuelle du logement dans les communautés inuites? Quels sont leurs besoins prioritaires? Comment les organismes inuits s'occupent-ils de la question du logement? Quels projets de logement ont été couronnés de succès dans les régions inuites? Connaît-on les meilleures pratiques en gestion ou en construction de logements pour les Inuits? Quels moyens novateurs de financement, de construction et de gestion peut-on cerner pour atténuer le besoin criant de logements abordables? Comment peut-on améliorer les programmes de logement existants?

Démarche adoptée

Conformément à sa mission d'organisme national des Inuits, l'ITC a fondé un comité directeur national sur le logement des Inuits (National Steering Committee on Inuit Housing) se composant de représentants de quatre organismes inuits de revendications territoriales auxquels prête main forte le personnel de l'ITC. Dès sa création, le National Inuit Youth Council a été invité à siéger au comité.

L'Inuit Tapirisat du Canada souhaite remercier pour leurs contributions inestimables les membres du comité suivants :

M. Franklin Carpenter	Inuvialuit Regional Corporation
M^{me} Annie Quirke, M^{me} Janice Braden et M^{me} Hagar Idlout-Sudlovenick	Nunavut Tunngavik Incorporated
M^{me} Jocelyn Barrett et M. Larry Watt	Société Makivik
M. Don Dicker	Labrador Inuit Association
M^{me} Looee Okalik	Intervenante auprès des jeunes, National Inuit Youth Council

M. Pitseolak Pfeifer	Équipe de projet de l'ITC, conseiller d'orientation de l'ITC
M. Roy Wilson	Équipe de projet de l'ITC, adjoint au projet de l'ITC

Méthode de recherche

Le volet recherche du projet s'est composé de trois étapes distinctes : 1) analyse documentaire pertinente sur le logement, et en particulier sur le logement des Inuits et du Nord ; 2) élaboration d'un questionnaire distribué à une vaste gamme d'organismes concernés ou touchés par le logement et analyse de leurs réponses; 3) entrevues auprès de personnes ayant des connaissances ou des informations sur la situation du logement. Le projet a atteint son paroxysme à la réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits tenue à Ottawa, en Ontario, du 1er au 3 novembre 2000. Cette réunion a rassemblé pour la première fois de l'histoire un large éventail d'intéressés au logement des Inuits en leur permettant de débattre de la situation du logement des Inuits et d'explorer des façons nouvelles et novatrices d'en régler les problèmes. Au cours de cette réunion, on ne visait pas simplement à resouligner la nécessité d'augmenter le financement pour régler la situation, mais on voulait plutôt tenter d'examiner et d'élaborer de nouvelles façons d'aborder le problème du logement et de cerner exactement les besoins et les priorités de logement.

1) Analyse documentaire

Par l'analyse documentaire, on visait à sélectionner, à rassembler et à examiner les documents existants sur le logement par rapport au Nord, aux Premières nations et aux Inuits. Parmi les sources de documentation, citons les administrations locales, les universités, les bibliothèques publiques et le Web (une bibliographie complète est fournie dans les annexes). Au nombre des sources de documents, mentionnons les communiqués de presse des gouvernements fédéral et provinciaux, la bibliothèque de la SCHL, la bibliothèque de l'ITC, les rapports d'évaluation des besoins provinciaux et territoriaux, l'information tirée d'organismes non gouvernementaux (ONG) et gouvernementaux, divers rapports de nouvelles et divers articles. De plus, on nous a proposé diverses recommandations pour régler les problèmes de logement des Inuits et des communautés autochtones du Nord, dont celles formulées au cours de la réunion du 7 mai 1999 du Comité permanent des affaires autochtones et celles formulées dans le rapport du groupe de travail sur le logement du Nunavut d'avril 2000.

Pour mieux saisir les origines de la crise du logement, les chercheurs de l'ITC se sont rendus aux Archives nationales du Canada afin d'y examiner des documents exposant dans quel contexte les Inuits ont été regroupés dans des communautés par le gouvernement fédéral au début des années 1950 et dans les années 1960. Si l'accès à un nombre important de documents était interdit, l'ITC a pu mieux comprendre le contexte général et les conditions de logement qui prévalaient au cours de cette période.

On prévoit déployer d'autres efforts pour que les chercheurs puissent avoir accès à un plus grand nombre de ces documents et fassent la lumière sur cette importante période de l'histoire inuite.

L'analyse documentaire a permis aux chercheurs de l'ITC de comprendre les programmes de logement de base offerts aux habitants des quatre régions du Nord, depuis les programmes d'accession à la propriété jusqu'aux programmes d'aide financière. Les chercheurs de l'ITC ont remarqué, parmi les constatations qu'ils ont tirées de leur analyse documentaire, qu'on semblait de plus en plus revenir à la production de logements sociaux, car le potentiel d'accédants à la propriété semble presque épuisé, ce qui limite la portée des programmes d'accession à la propriété.

Les modes non traditionnels de financement et l'innovation dans le domaine du financement sont deux sujets sur lesquels nous avons eu du mal à trouver de l'information, d'autant plus s'ils concernent le Nord. Une source d'information, soit un document de la SCHL publié en 1995, s'est cependant avérée utile : *Partager les réussites du logement autochtone : Faits marquants du Symposium des prix d'excellence en habitation de la SCHL*. Ce document expose diverses techniques d'optimisation des avantages économiques tirés de la construction de logements et la façon dont des modes de financement novateurs peuvent permettre une production supérieure de logements malgré des budgets limités. Dans la rubrique Options de financement novateurs, la Melville Native Housing Association de Happy-Valley Goose Bay, au Labrador, a rénové douze logements pour le même prix qu'il en coûte pour en construire six. Grâce à des sondages et à des entrevues, nous avons pu en savoir davantage dans ce domaine.

Notre analyse documentaire a fait ressortir la pénurie d'études et de programmes de données sur les Inuits. Par contre, on peut trouver une foule de renseignements sur les programmes et les conditions de logement des Premières nations. Cette observation corrobore les constatations d'études antérieures sur le logement menées par l'ITC et continue d'entraver sérieusement la compréhension des facteurs responsables de la situation du logement dans les communautés inuites, de ses répercussions et de ses solutions possibles.

Bref, l'analyse documentaire a permis à l'ITC de mieux saisir l'information disponible sur les conditions de logement et les programmes et de cerner plusieurs lacunes en matière de données qu'on a tenté de combler par d'éventuelles méthodes de recherche. S'il existe peu d'information en général sur les Inuits, on trouve cependant quelques ressources clés qui pourraient profiter aux communautés et aux sociétés de logement du Nord, dont les ressources produites par la SCHL.

Conférence sur le logement circumpolaire

Pour soutenir les efforts de recherche déployés dans le cadre de ce projet, l'ITC a également participé à la Conférence sur le logement circumpolaire tenue à Yellowknife en septembre 2000.

Cette conférence de trois jours a constitué une précieuse source de renseignements, car les principaux intéressés de l'Arctique circumpolaire s'y sont réunis pour discuter des enjeux touchant le logement dans le Nord. Un salon de l'habitation a eu lieu en même temps, d'où une occasion en or de recueillir des renseignements sur les nouveautés commerciales et d'établir des contacts avec un large éventail d'intervenants du secteur de la construction résidentielle.

La conférence portait sur quatre sujets distincts :

- Conception et construction modernes axées sur les meilleures pratiques nordiques.
- Problèmes de logement autochtone mettant en lumière les problèmes de santé attribuables aux piètres conditions de logement, ressources de construction au sein des communautés et programmes de financement offerts.
- Occasions d'affaires touchant tous les aspects des métiers de construction. Dans ce segment, on a abordé les diverses options de financement, l'approvisionnement en matériaux et la conjoncture des marchés.
- Planification de communautés durables, sujet au cours duquel on s'est penché sur la façon d'aménager des logements tout en préservant la terre, sur les technologies novatrices et sur les options viables de certains systèmes tels que l'alimentation en eau potable, les égouts et l'électricité.

Le personnel de l'ITC qui a assisté à la conférence a porté davantage attention aux questions entourant le logement des autochtones, ce qui lui a permis de mieux saisir le lien entre les problèmes de santé et les piètres conditions de logement. Le surpeuplement des logements a été pointé du doigt comme aggravant certains problèmes de santé, dont la transmission de maladies contagieuses comme la tuberculose (dix fois plus fréquente chez les Autochtones que pour le reste des Canadiens), l'hépatite A et la colite à shigella. Le manque d'intimité et le surpeuplement aggraveraient aussi les problèmes sociaux, dont la violence familiale, le manque d'estime de soi et les problèmes scolaires.

Les problèmes relatifs à la qualité de l'air intérieur comptent parmi les importants problèmes abordés. Les maisons étanches sans systèmes d'aération adéquats en raison de la rigueur du climat peuvent entraîner des niveaux élevés de polluants intérieurs et des problèmes d'humidité. Le tabagisme est la principale cause de pollution de l'air intérieur, les moisissures peuvent causer des allergies, et les occupants sont de plus en plus exposés aux mycotoxines et aux contaminants organiques volatiles présents dans les nettoyeurs à tapis et à four, les fixatifs et la peinture. L'amélioration de l'aération dans les immeubles corrigerait la plupart de ces problèmes.

Les participants à cette conférence ont utilisé l'information qu'ils en ont tirée pour élaborer le document de travail de la réunion nationale et cerner les lacunes observées dans l'analyse documentaire.

2) Sondages

Pour permettre à l'ITC de tirer parti des vues, de l'expérience et des connaissances approfondies d'un large nombre d'intervenants, plusieurs instruments de sondages ont été conçus. Quatre questionnaires ont été mis au point et distribués aux organismes suivants : organismes d'aînés et de jeunes, associations de logement du Nord, sociétés de logement provinciales et territoriales et organismes inuits régionaux. Le choix de ces groupes se fonde sur les motifs exposés dans les paragraphes qui suivent.

Aînés

Nous avons consulté les aînés pour mieux comprendre leurs traditions et leurs problèmes de logement passés et actuels et pour cerner leurs priorités et leurs besoins actuels en matière de logement.[1] Les aînés constituent de riches sources d'information historique, car ils se souviennent de la période où on les a déracinés pour les installer ailleurs dans des colonies permanentes. Cette période marque le début de la crise de logement actuelle et est cruciale à la compréhension de son évolution. La participation des aînés a également fourni d'importants renseignements contextuels sur le type de logement qui a été procuré et sur la description d'autres mesures d'aide gouvernementale promises aux Inuits à cette époque. En outre, les aînés ont pu exposer les dynamiques familiales et la façon dont ils se sont adaptés au surpeuplement et aux tensions familiales, et ils ont fourni d'importantes précisions sur la manière dont les logements étaient aménagés et sur les rôles de chaque membre de la famille.

Organismes inuits

Nous avons consulté certains organismes inuits pour tenter de déterminer le genre d'activités qu'ils avaient entrepris pour régler la situation du logement dans leur région. Nous leur avons également demandé l'importance qu'ils accordaient au logement parmi leurs autres priorités régionales et les solutions possibles qu'ils envisageaient pour résoudre le problème du logement. Parmi leurs nombreuses activités, les organismes inuits jouent un rôle important de revendication, car ils représentent les intérêts des Inuits à divers niveaux. Il nous fallait absolument comprendre leurs rôles et leurs vues en matière de logement pour déterminer les enjeux et les priorités du logement au niveau régional et provincial ou territorial.

Associations de logement dans les communautés et les régions

Nous avons consulté les organismes de logement au niveau des communautés et des régions pour mieux comprendre la situation actuelle du logement, les enjeux et les vues sur le logement et le logement social sur leur territoire.

---

[1] L'ITC appuie fortement la reconnaissance de l'*Inuit Qaujimajatuqanngit* et l'intégration des connaissances traditionnelles inuites à l'élaboration et à la prestation de programmes et de politiques à la manière du gouvernement du Nunavut.

Ces établissements constituent des agents de prestation de première ligne pour le logement public et une riche source de renseignements pratiques sur les politiques et les programmes de logement. Ils possèdent des connaissances privilégiées et précises sur l'état des logements, le nombre de personnes les occupant, les listes d'attente et les périodes d'attente. En tant qu'agents de prestation de première ligne, leurs employés constituent une précieuse source de renseignements et d'idées sur la façon d'améliorer la situation du logement. Pour saisir toute la portée des problèmes auxquels sont confrontées les communautés inuites de toute taille, nous avons fait parvenir des sondages aux petites, moyennes et grandes communautés des régions inuites suivantes : Inuvialuit, Kitikmeot, Kivalliq, Qikiqtani, Nunavik et Labrador.

Organismes de logement provinciaux et territoriaux

Nous avons en outre communiqué avec les organismes de logement provinciaux et territoriaux pour avoir une vision plus large du problème de logement et des solutions pouvant être mises au point. Des sondages ont été expédiés aux organismes suivants : la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, la Société d'habitation du Nunavut, la Société d'habitation du Québec et la Newfoundland/Labrador Housing Corporation.

Résumé des problèmes soulevés dans les sondages

Il faut souligner que certains problèmes se sont présentés au cours du processus de sondage, le plus important étant le faible taux de réponse dans certains cas. Par exemple, pour le sondage des aînés, nous voulions faire parvenir des questionnaires à certains d'entre eux dans chaque région inuite. À peu près au même moment où les questionnaires leur ont été expédiés, une conférence sur les aînés et les jeunes a eu lieu à Nunavik. Nous avons tenté de saisir cette occasion en fournissant des questionnaires aux aînés qui assistaient à la conférence. Pour diverses raisons, peu de questionnaires ont été distribués. En bout de ligne, seulement sept sondages ont été retournés à l'ITC sur les dix-huit qui ont été distribués.

Compte tenu des échéances du projet, les sondages ont été expédiés aux associations de logement, aux organismes inuits et aux sociétés d'habitation territoriales et provinciales durant le mois d'août, mois où par tradition de nombreux Inuits et habitants du Nord prennent des vacances ou parcourent les grandes étendues loin de leur lieu de résidence. C'est pourquoi le nombre de sondages retournés s'est révélé quelque peu inférieur à ce que nous avions prévu, tous les taux de réponse s'établissant à environ 50 %. L'ITC estime néanmoins qu'en général ces taux de réponse suffisent à indiquer clairement ce que les intéressés pensent de la situation du logement. Pour étayer les données tirées des sondages et combler les lacunes en matière d'information, nous avons interrogé certaines personnes dans plusieurs secteurs d'activités et de spécialités dans l'ensemble du Nord.

Les enjeux traités ci-après représentent un résumé des sondages dûment remplis et retournés à l'ITC. Les résultats des sondages permettent de déterminer les priorités, les besoins et les solutions possibles au problème de logement selon chaque groupe d'intéressés.

Ces résultats ont fourni une importante base de renseignements sur laquelle s'est fondée la réunion nationale sur le logement des Inuits ayant eu lieu en novembre 2000.[2]

Aînés

Les répondants (sept sur dix-huit) ont décrit comment s'est déroulé leur emménagement dans des colonies au cours des années 1950 et 1960. Si les maisons étaient de qualité variable, petites selon les normes modernes et surchauffées, les Inuits se sont généralement sentis soulagés d'être enfin protégés de certains éléments et de certaines rigueurs de la vie en pleine nature.

À la question sur les problèmes de logement actuels, les répondants ont souligné les problèmes suivants : pas assez de logements ont été construits; la population a augmenté plus rapidement de la capacité de logement des communautés; l'affectation des familles selon la taille des logements a été mal coordonnée; les coûts élevés des services publics et des loyers ont posé de graves problèmes à de nombreuses familles. Les aînés croient que la situation du logement a haussé le taux de désagrégation familiale et aggravé les problèmes de santé. En premier lieu, on voulait loger les jeunes couples et les aînés et, en deuxième lieu, les familles monoparentales et les familles élargies.

Au nombre des solutions au problème de logement suggérées par les répondants, citons les suivantes : construire plus de logements; inciter les locataires à s'occuper davantage de l'entretien de leur logement; aider davantage les personnes à devenir propriétaires; offrir plus de logements pour les personnes handicapées; songer à réduire les loyers des logements sociaux.

Les aînés ont une vision très nette des mesures qui devraient être prises pour régler le problème de logement et des organismes qui devraient être chargés de ces mesures. Parmi les suggestions exprimées, ils ont fortement appuyé les suivantes : le logement devrait constituer la première priorité du gouvernement; les organismes voués aux Inuits et aux aînés sont bien placés pour presser les gouvernements d'accorder plus d'importance au logement, et ils peuvent jouer un rôle important dans l'éducation des Inuits sur la question du logement; les organismes inuits devraient envisager la possibilité de construire des logements si les revendications territoriales génèrent des sommes suffisantes; enfin, la conception générale des maisons est plutôt satisfaisante, mais certains changements faciliteraient davantage l'épanouissement des valeurs et de la culture des Inuits, dont la construction de halls d'entrée et de vérandas plus spacieux.

[2] À l'origine, nous voulions annexer au présent rapport un exemplaire des questionnaires de sondage et l'analyse intégrale des réponses, mais il aurait été trop encombrant de le faire. Nous avons néanmoins annexé le rapport final de la réunion.

Associations de logement

Les sondages retournés (dix sur dix-huit) par les associations de logement fournissent des faits intéressants, notamment : la période d'attente moyenne pour un logement social est d'environ 32 mois; la période d'attente la plus longue atteint 64 mois; 50 % des répondants soutiennent que certains de leurs logements sociaux ont besoin de réparations majeures. Parmi les priorités de première importance évoquées, citons les suivantes : la pénurie générale de logements; l'insalubrité des maisons existantes; le surpeuplement des logements; les coûts élevés de la propriété privée; la nécessité de faire participer davantage les locataires à l'entretien de leur logement.

Les associations de logement ont cité les familles monoparentales, les jeunes couples et les aînés comme étant ceux dont les besoins de logement étaient les plus pressants. Parmi les solutions possibles, elles ont indiqué le remplacement des vieux logements par de neufs, l'accroissement de la densité, l'augmentation du financement accordé à la construction de nouveaux logements et à la réparation et à la rénovation de logements existants. Au nombre des modes de financement non traditionnels suggérés, citons les suivants : établir des partenariats avec des services d'aménagement et d'investissement de Premières nations; permettre aux coopératives familiales de gérer et d'entretenir leurs logements; demander aux municipalités et aux gouvernements de fournir des logements à leur personnel; mieux utiliser les programmes gouvernementaux disponibles. On a plus ou moins adhéré aux programmes de participation aux travaux tels que Habitat for Humanity en raison principalement des coûts élevés des matériaux, de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et du niveau élevé de coordination nécessaire. On a souligné que les coûts élevés des services publics et des prêts hypothécaires ont nui à l'établissement de pareils programmes.

Les associations de logement ont également répondu à une question sur le rôle du gouvernement. La plupart des répondants estiment que la situation du logement ne peut pas s'améliorer de façon tangible sans la construction de nouveaux logements. Le gouvernement devrait jouer un rôle prépondérant dans la prestation des ressources nécessaires, mais certains répondants ont aussi laissé entendre que les communautés devraient participer à la conception des logements pour que ces derniers répondent mieux aux besoins des Inuits. La formation a de plus été citée comme importante, en particulier la formation du personnel d'administration et du personnel d'entretien sur les métiers de la construction et l'éducation des locataires sur l'entretien des logements. On estime en outre que les programmes d'accession à la propriété constituent une priorité. Une association de logement a suggéré la création d'un régime de location-attribution pour les locataires. Une autre a exprimé les commentaires utiles suivants : « Il faut adapter la taille des logements en fonction de l'évolution des besoins des familles (par exemple, transformer un logement de trois chambres à coucher en un logement de deux chambres à coucher lorsque le nombre de membres d'une famille diminue), élaborer des programmes pour aider les locataires à devenir propriétaires de leur logement et faire participer la communauté à la conception des logements neufs. »

Organismes inuits

La plupart des organismes inuits qui ont retourné le sondage (cinq sur dix) estiment que le logement traverse une crise et constitue la plus haute priorité pour les Inuits de chaque région. Plusieurs répercussions de la situation du logement ont été mentionnées, notamment : la hausse du taux de chômage déjà élevé et l'aggravation des problèmes sociaux et de criminalité; l'accroissement des cas d'itinérance et de maladies transmissibles; l'augmentation de la pauvreté en raison des loyers et des coûts des services publics élevés. Un répondant a indiqué que le logement a apporté des avantages économiques clés dans sa région.

Les associations inuites ont relevé comme nécessiteux les groupes suivants : les jeunes couples, les familles biparentales, les familles monoparentales et les aînés. Au nombre des types de logement prioritaires, elles ont cité le logement public, les maisons privées et les logements locatifs.

Les répondants croient que certaines solutions méritent d'être examinées, notamment : presser le gouvernement fédéral de rétablir le financement pour la construction de nouveaux logements sociaux (priorité la plus urgente); accroître la participation des Inuits au secteur de la construction résidentielle, peut-être en permettant aux Inuit Birthright Corporations de construire des logements et de les louer à des associations de logement; mettre au point de nouveaux modèles de maison qui tiennent compte des modes de vie et de la culture des Inuits; établir de nouveaux partenariats entre les organismes voués au logement.

Le rôle joué par les organismes inuits dans le domaine du logement, y compris celui de réclamer aux gouvernements qu'ils accroissent ou rétablissement le financement à l'habitation et celui d'utiliser les sommes tirées des revendications territoriales pour exercer un effet de levier stratégique sur l'obtention d'autres sources de financement, dont les sources gouvernementales.

Organismes territoriaux et provinciaux

Parmi les quatre sondages expédiés à ces derniers, deux ont été retournés. À la question sur le niveau actuel des besoins de logement, un répondant a répliqué que 22 % des ménages éprouvent des besoins impérieux de logement. Les ministères concernés visent à réduire ce niveau de 2 à 5 % dans les années à venir. Au nombre des répercussions de la situation du logement citées, mentionnons la hausse de la migration vers les grands centres urbains, l'enfoncement dans le désespoir et l'aggravation des problèmes sociaux éprouvés par les communautés. Les familles seules, les familles monoparentales et les aînés ont été désignés comme les groupes ayant des besoins de logement pressants.

Voici certaines des solutions possibles au problème de logement citées : accroître les possibilités d'emploi et de formation des Inuits dans le secteur de l'habitation; mettre au point de nouveaux modèles de maison pour en améliorer la durabilité, le confort et le respect des besoins des occupants; établir de nouveaux programmes pour faciliter l'accession à la propriété; élaborer de nouvelles méthodes de construction domiciliaire répondant mieux aux réalités du Nord; établir de nouveaux partenariats entre les parties intéressées; créer de nouveaux modes de financement; faire connaître les meilleures pratiques, et en particulier celles applicables aux conditions nordiques.

Pour ce qui concerne les problèmes de financement, on a suggéré d'accroître le financement à la construction de nouveaux logements sociaux et d'augmenter les sommes réservées à la rénovation et à l'amélioration du parc résidentiel existant. Les organismes communautaires locaux pourraient être plus présents dans le domaine du logement en offrant du financement conjointement avec la société d'habitation. On pourrait établir de nouveaux partenariats entre les sociétés d'habitation et les entreprises d'aménagement locales qui participent au financement et à la gestion des chantiers. Les organismes de revendications territoriales autochtones pourraient participer à l'élaboration de solutions au problème de logement au niveau régional. Quant à la question leur demandant s'ils appuieraient des programmes de participation aux travaux, les répondants étaient divisés. L'un d'eux s'est dit préoccupé par le coût élevé des matériaux et du transport et la pénurie de terrains à construire viabilisés. Les deux répondants admettent toutefois que les familles de leur région seraient disposées à participer aux travaux de construction de leur maison.

Les principales remarques faites par les répondants sont les suivantes : les locataires doivent s'occuper davantage de l'entretien de leur logement; on observe une pénurie générale de logements; le coût élevé d'achat d'une maison privée limite beaucoup le nombre d'accédants potentiels à la propriété. Dans les Territoires du Nord-Ouest, on a surtout besoin de logements d'une chambre à coucher et de studios pour les célibataires et les couples. Au Labrador, on a surtout besoin de construire des maisons individuelles.

Les gouvernements pourraient améliorer la situation en s'engageant à maintenir les niveaux de financement actuels. Ils pourraient aussi envisager des hausses annuelles de financement compte tenu de la croissance démographique. Enfin, il faudrait augmenter les sommes prévues pour les nouvelles constructions, les réparations et les programmes de formation sur l'entretien des maisons.

3) Entrevues

En plus des sondages, quelques entrevues ont été menées auprès de certaines personnes afin de combler certaines lacunes observées au cours d'autres étapes de la recherche. Ces lacunes touchent principalement les suggestions de méthodes de financement non traditionnelles et la sensibilisation aux meilleures pratiques dans le secteur de l'habitation.

Financement non traditionnel et innovation

La plupart des Inuits du Canada habitent des logements publics ou sociaux en raison de leur situation socio-économique et du marché du logement peu développé dans leur région. Bon nombre d'Inuit ne peuvent assumer les coûts élevés d'une maison privée, d'où leur forte dépendance envers les logements locatifs subventionnés par leur gouvernement provincial ou territorial. Les programmes actuels de la SCHL cherchent surtout à aider les propriétaires, ce dont profitent assurément les propriétaires-occupants. Les Inuits occupant surtout des logements sociaux, ils tirent peu d'avantages de ces programmes.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont pris en charge le logement public et social, mais ils ont été incapables de régler tous les problèmes de logement connus sur leur territoire. Cette incapacité est principalement attribuable au manque chronique de fonds malgré les pressions exercées auprès du gouvernement fédéral pour qu'il augmente les ressources dans ce secteur. Ces gouvernements examinent maintenant comment on pourrait utiliser les partenariats pour répondre aux besoins pressants de logement. Des partenariats publics-privés (PPP) ont été utilisés à divers degrés et sous diverses formes, y compris des partenariats pour la construction de grandes infrastructures comme des autoroutes, des hôpitaux et d'autres édifices publics. Dans cette façon de procéder, on utilise des capitaux privés pour l'aménagement d'infrastructures que leur propriétaire ou constructeur loue au gouvernement avec des options d'achat au terme de la période de location. Ce modèle permet aux gouvernements de réaliser des économies. Toutefois, le promoteur doit disposer des capitaux nécessaires et d'une solide gestion pour mener à bien le projet de construction.

Les gouvernements qui préféreront le modèle des PPP pour la construction de logements sociaux devront envisager les problèmes que peut poser le fait d'autoriser de petites et moyennes entreprises inuites à participer pleinement au processus tout en tentant de poursuivre des objectifs de développement socio-économique, dont la formation, l'emploi, le financement et la gestion. La construction et le financement immobilier typiques sont considérés comme les étapes les plus risquées de la production de logements, alors que le financement hypothécaire est généralement garanti par des baux gouvernementaux de longue durée. Par conséquent, l'expérience et la solidité de la gestion sont soigneusement examinés dans toute décision de financement ou de prêt. La participation des Inuits est un élément clé de la construction actuelle de logements sociaux, mais il faut cerner les obstacles à leur participation et les stratégies à adopter pour permettre une participation efficace et valable.

Meilleures pratiques

En vue de la création du Nunavut, on a fait appel à des partenariats publics-privés entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Nunavut et la Nunavut Construction Corporation (appartenant à l'ensemble des Inuit Birthright Development Corporations du Nunavut) pour la conception, la construction et le crédit-bail des bureaux et des logements résidentiels additionnels pour répondre aux besoins du personnel du gouvernement du Nunavut. Ce projet, dont la réalisation a exigé plus de quatre ans, a été évalué à 100 millions de dollars. Ce PPP est reconnu à l'échelle nationale comme un exemple de meilleure pratique de partenariat entre le gouvernement et les Autochtones.

À Nunavik, la Société Makivik (Birthright Corporation of the Inuit of Northern Quebec) a été chargée de construire des logements sociaux pour plusieurs de ses communautés. Le gouvernement a reconnu que les Inuits doivent participer aux travaux de construction, à la formation, aux perspectives d'emploi et à la mise en valeur des ressources découlant de ce projet de construction.

Peu importe ces exemples favorables, il importe de retenir les leçons tirées et les défis que présentent encore la participation des Inuits à l'économie. Le coût élevé des transports et le peu de routes carrossables augmentent considérablement le prix qu'il en coûte pour faire affaire avec des communautés inuites. Ces coûts élevés constituent le plus grand obstacles à surmonter pour produire des logements abordables dans les communautés inuites.

Ressources et techniques utilisées pour les communautés

La technique la plus efficace que nous avons utilisée au cours de notre analyse documentaire a été de nous adresser directement aux gens. Nous avons réalisé des entrevues téléphoniques auprès d'entreprises de construction, de travailleurs sociaux, d'établissements financiers et de professionnels de la santé. C'est en parlant avec les personnes qui travaillent sur le terrain que nous en avons appris le plus. Elles ont pu nous fournir des données locales précises qui ont facilité notre recherche. Ces personnes qui oeuvrent dans des domaines touchés par la situation du logement dans le Nord nous ont présenté la situation sous divers angles.

C'est le Web qui a constitué la source la plus volumineuse de renseignements. Nous avons pu y examiner divers organismes responsables du logement ou touchés par le logement. Cet outil de recherche a été le pilier de notre recherche. Il nous a permis de chercher et de consulter de nombreux articles, rapports, communiqués et journaux différents sans quitter le bureau.

Dans les bibliothèques nationales, nous avons pu examiner une mine de précieux renseignements. La bibliothèque de la SCHL en est une où nous nous sommes rendus quelques fois, car elle renferme une masse incroyable de renseignements sur le logement des Autochtones. Les deux autres bibliothèques dont nous avons utilisé les services sont la bibliothèque du MAINC et les Archives nationales du Canada.

Réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits

La réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits, qui s'est déroulée du 1er au 3 novembre 2000, a rassemblé pour la première fois les principaux intéressés de l'Arctique canadien en leur permettant d'aborder les questions sur le logement des Inuits. Cette réunion a constitué pour plus de 40 participants une occasion d'échanger des renseignements sur l'état actuel de l'habitation dans leur région et de se mettre au courant de ce qui se passe ailleurs. En plus de revoir l'historique et la situation actuelle du secteur de l'habitation, les participants ont traité et examiné des solutions nouvelles et novatrices au problème de logement auquel sont confrontées les communautés inuites. Si les résultats de la recherche menée par l'ITC ont servi de point de départ et de fondement aux présentations et aux débats, la quantité et la qualité des débats ont surpassé les attentes les plus optimistes de l'ITC.

Le volet initial de la réunion se composait de présentations faites par plusieurs représentants d'organismes inuits. Les présentateurs se sont surtout attachés à brosser un tableau de la situation du logement et de son contexte dans chacune des régions faisant l'objet de revendications territoriales et à exposer comment leur organisme s'est attaqué au problème du logement.

Les organismes gouvernementaux participant à des programmes de logement ont également fait des présentations. Ces organismes, qu'ils soient nationaux, provinciaux ou territoriaux, ont donné un aperçu de la situation du logement sur leur territoire et exposé quelques programmes et initiatives qui ont été établis pour tenter de redresser la situation du logement.

Des organismes non gouvernementaux, dont l'Inuit Non-Profit Housing Corporation et la Pauktuutit Inuit Women's Association, ont également fait des présentations sur leur participation à la prestation de services et de programmes de logement et sur les répercussions qu'a eues la pénurie de logements dans les communautés inuites.

Quelques présentations ont été faites par des organismes du secteur privé, dont la Nunavut Construction Corporation, SRI Homes, URBCO et Arctic Financial Ltd. Ces présentations ont fourni des renseignements sur les problèmes que rencontrent les entreprises privées dans la production de logements. De plus, on y a exposé diverses options qui pourraient être utilisées pour atténuer la crise du logement dans le Nord.

Résumé des besoins de logement

La présente section résume les besoins de logement cernés au cours de la réunion.

Ensemble des régions inuites

Toutes les régions affirment que le logement les préoccupent au plus au point depuis longtemps. Bon nombre de participants ont déclaré qu'une grande partie des problèmes sociaux sont aggravés par les conditions insalubre de logement. On s'entend généralement pour dire que la situation du logement s'est rapidement détériorée au moment où le gouvernement fédéral a cessé de financer la construction de nouveaux logements sociaux au début des années 1990. Cette décision a vraiment mis un terme à la production de nouveaux logements sociaux au moment où la clientèle qui en dépendait connaissait la plus forte croissance démographique du Canada. Les principaux groupes cibles sont les jeunes familles, les jeunes célibataires et les aînés. En général, le coût élevé des transports, des terrains, de l'aménagement des terrains et de la construction constitue l'un des facteurs clés ayant freiné la construction de logements.

Territoires du Nord-Ouest

Selon la dernière estimation des besoins dans les Territoires du Nord-Ouest, il y faudrait près de 3 600 nouveaux logements. Si aucune autre évaluation des besoins n'a été réalisée depuis pour ce territoire, on convient en général que le niveau actuel des besoins est de beaucoup supérieur.[3] La demande la plus forte en logements se situe dans le secteur du logement social, secteur dont la clientèle augmente rapidement et où l'ajout de très peu de nouveaux logements a grandement accru les pressions exercées sur les ressources existantes. Le fait que le parc résidentiel est vieux et onéreux à rénover et à entretenir a aggravé davantage les piètres conditions de logement sur ce territoire. Le logement pour les célibataires et les aînés constitue le besoins le plus pressant dans cette région. La demande en maisons pour propriétaires-occupants a également fait un bond substantiel en raison de la croissance soutenue de l'économie au cours des dix dernières années. On a prévu que l'expansion de l'industrie du gaz et du pétrole ces dernières années exercerait une pression sur la situation du logement.

Nunavut

Les organismes inuits et les organismes gouvernementaux du Nunavut ont cité le logement comme étant leur principale préoccupation et l'associent directement à certains problèmes sociaux pressants sur ce territoire. Les économies régionales ne sont pas assez développées et assez vigoureuses pour permettre à un grande nombre d'Inuits d'acheter une maison. Le coût élevé de la construction, de l'utilisation et de l'entretien des maisons oblige encore la plupart des Inuits à demeurer dans un logement social. On s'est aperçu que ces facteurs empêchent injustement les Inuits de devenir propriétaires de leur logement.

---

[3] Le sondage sur les besoins a été mené en 1992 et couvrait la totalité des Territoires du Nord-Ouest, y compris le territoire de Nuvanut créé par la suite.

Certains programmes de logement social minent l'autonomie des locataires. Bon nombre de ces programmes qui ont été mis sur pied pour aider les Inuits les ont plutôt poussés à la dépendance et pénalisaient ceux qui souhaitaient joindre la population active. Le barème actuel des loyers n'incite pas les Inuits à occuper un emploi par crainte de perdre leurs prestations. Il faut que les programmes de logement soient étroitement reliés aux programmes de soutien du revenu. Il faut remplacer les politiques actuelles d'exemption selon le revenu par une échelle mobile qui encourage la participation à la main-d'œuvre active et reconnaisse d'autres importants facteurs comme la taille de la famille.

Nunavik

À l'instar d'autres régions inuites, Nunavik a vu la situation de son logement dégénérer rapidement en crise quand le gouvernement fédéral a unilatéralement cessé de financer la construction de nouveaux logements sociaux en 1993. Presque 99 % des habitants de Nunavik sont locataires,[4] et une très grande majorité d'entre eux occupent un logement social. Le surpeuplement des logements est courant dans de nombreuses familles, le logement d'un ménage moyen étant deux fois plus surpeuplé que la moyenne nationale.[5] Pour obtenir un logement social, il faut attendre parfois jusqu'à cinq ans. De toute évidence, le logement social constitue une priorité régionale pour les jeunes familles, les jeunes célibataires et les aînés ayant besoin d'une aide immédiate dans ce domaine. Makivik a connu un certain succès, comme l'expose le Comité permanent des affaires autochtones dans son rapport final sur la gravité de la situation du logement et dans lequel il recommande au gouvernement fédéral des mesures immédiates pour améliorer la conditions de logement dans cette région. Le Canada, le Québec, l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik viennent de conclure une entente sur le logement stipulant que le Québec et le Canada apporteraient au logement social une contribution de 10 millions de dollars par année pour les cinq prochaines années. Bien qu'il s'agisse d'une décision favorable, le logement social continue de constituer un enjeu crucial dans cette région.

Labrador

Le Labrador éprouve probablement les pires conditions de surpeuplement au Canada. On estime que les besoins de logement y atteignent 220 maisons dans les communautés inuites, et ce nombre croît rapidement. Les 7,7 millions de dollars que le gouvernement provincial vient d'accorder au logement sont considérés comme une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux besoins actuels de logement dans cette région.

---

[4] Recensement de 1996 de Statistique Canada
[5] Recensement de 1996 de Statistique Canada

Enjeux, défis et recommandations issus de la réunion de consultation nationale

L'élément clé de la réunion est l'acquisition de renseignements au cours des discussions en petits groupes. Ces groupes ont pu se concentrer sur des problèmes précis et explorer plus en détail que la tribune générale les solutions et les défis propres au problème de logement.

Établissement de partenariats entre les organismes inuits, le gouvernement et le secteur privé :

La participation et l'habilitation des organismes locaux et des résidents des ensembles résidentiels sont considérés comme essentiels. Les meilleures suggestions pour redresser la situation du logement viendront des communautés mêmes et non du gouvernement. L'accroissement de l'autonomie locale permettra aux locataires d'être plus fiers de leur logement, de contribuer à la conception des ensembles résidentiels et d'être stimulés à mieux entretenir leur logement. Fort Good Hope est un exemple de projet communautaire pour lequel la société locale Land and Financial Corporation a fourni 500 000 dollars en financement direct des logements qu'elle a ensuite loués sous forme de crédit-bail aux organismes locaux de logement. Cette société a également surveillé la construction des logements.

En général, on estime que les banques réalisent des profits sur le financement des ensembles résidentiels et apportent peu d'avantages en retour aux communautés. Il faut que le gouvernement fédéral prenne part activement à tous les partenariats de logement.

Il faut plus d'investissements pour encourager les habitants à devenir moins dépendants des programmes sociaux. Par exemple, il faudrait permettre aux locataires de gagner un salaire substantiel avant que ne soit majoré leur loyer. De plus, il faut mener plus de recherche pour dégager les meilleures pratiques de construction dans les communautés du Nord. Il faudrait encourager les jeunes à participer à l'amélioration des conditions et s'assurer que tous les intéressés reçoivent l'information pertinente.

Financement novateur :

Plusieurs problèmes entravent l'expansion d'un secteur de l'habitation viable dans le Nord. L'absence de données de longue date sur la construction de logements favorise le sentiment que le secteur est très risqué et qu'il faut assumer des coûts additionnels pour obtenir des capitaux et attirer les investisseurs. La léthargie du marché de l'habitation offre peu d'options aux salariés qui peuvent devenir propriétaires de leur maison et les forcent à continuer d'habiter un logement subventionné. L'absence de préfinancement pose des difficultés au marché de l'habitation et au secteur de la construction.

Parmi les recommandations visant à atténuer le problème de l'offre de logements, citons les nouvelles politiques qui ont encouragé et soutenu les promoteurs immobiliers privés.

Il faut que les politiques tiennent compte des réalités du Nord afin de permettre une meilleure équité quant au rapport prêt-valeur. Il faut de plus que les politiques soient plus souples : au lieu d'émettre une demande de propositions pour la construction d'un certain nombre de logements, les organismes de logement pourraient réserver des sommes à la mise en oeuvre de quelques propositions novatrices. Il pourrait en résulter la construction d'ensembles mixtes composés en partie de logements subventionnés. Ces ensembles pourraient également faciliter l'obtention d'un financement en raison du revenu garanti par les logements subventionnés.

Il faudrait que les prêteurs, les promoteurs et les organismes gouvernementaux se réunissent pour discuter des façons de collaborer. L'accroissement de l'échange de renseignements sur les débouchés et les problèmes et sur la meilleure façon d'en tirer parti ou de les surmonter aiderait toutes les parties intéressées. Il faudrait examiner comment les autres régions ont réglé certains problèmes. Par exemple, certains organismes de financement de Premières nations encouragent l'effort collectif et la mise en commun des ressources disponibles et assument une part des risques inhérents. Les municipalités pourraient peut-être fournir des terrains à prix réduit ou à titre gracieux pour la construction de logements sociaux, ce qui soulagerait ce secteur d'un fardeau financier. Les municipalités pourraient de plus inciter les fonds fiduciaires inuits à soutenir les entreprises locales en investissant dans ces entreprises. Les organismes de prêts gouvernementaux devraient permettre aux promoteurs fonciers privés d'avoir accès à leurs prêts. Les régimes de réglementation actuels empêchent la viabilisation de terrains à construire à des fins lucratives. Il faudrait revoir ces régimes afin de favoriser l'émergence d'un marché privé du logement.

Modèles de logements inuits :

La conclusion fondamentale tirée par ce groupe de discussion thématique, c'est que le logement pour les Inuits devrait correspondre à leurs valeurs et à leur mode de vie. Plus précisément, il faudrait porter une attention spéciale à l'aération, à l'efficacité énergétique et à la construction respectueuse de l'environnement. Des suggestions spécifiques ont été formulées, dont certaines touchant la conception et l'aménagement intérieur des logements en vue de mieux répondre aux besoins et aux priorités des Inuits, notamment : aires communes entourant la cuisine plus spacieuses, aires d'entreposage et vérandas plus spacieuses, drain de plancher dans la cuisine combiné à un couvre-sol imperméable, remise et aire de travail protégées (3 m X 4,5 m).

Suggestions visant à atténuer le problème de logement :

Ce groupe de discussion thématique a suggéré qu'il faut produire des modèles de maison plus efficaces afin de réaliser des économies sur les coûts de construction, d'entretien et d'utilisation et d'allonger la durée utile des bâtiments. Il faut améliorer la communication afin de faire connaître les véritables coûts d'un logement et d'enseigner aux locataires leurs obligations et la façon d'entretenir leur logement. Il faut que les propriétaires-bailleurs veillent davantage à l'entretien des logements.

Il faut simplifier les échelles de loyer, car les échelles actuelles sont désuètes et trop compliquées quant à la définition du gagne-pain pour que soient avantagés les travailleurs saisonniers. Il faut que le secteur privé s'intéresse davantage aux programmes d'accession à la propriété grâce à la mise au point d'options de financement novatrices. Il faudrait aussi revoir les coûts fonciers pour trouver des façons des les contrôler ou de les réduire.

Il faut sensibiliser davantage le public à la pénurie de logements pour les Inuits afin d'amener le gouvernement à fournir des ressources additionnelles et plus d'attention à la résolution de ce pressant problème. D'ailleurs, le Livre Rouge du gouvernement libéral annonçait ce qui suit : « Un nouveau gouvernement libéral travaillera avec ses partenaires provinciaux afin de créer le Programme d'accès au logement (PAL), un programme de financement d'immobilisations à frais partagés, pour stimuler la création de logements de location—privés ou à but non lucratif—plus abordables. Dans le cadre de cette initiative, nous prévoyons la construction de 60 000 à 120 000 unités de location sur quatre ans.[6] » Le temps est venu de sensibiliser les Canadiens aux besoins de logement des Inuits. Il faut absolument consulter les Inuits au sujet de l'élaboration et de la prestation de programmes de logement pour s'assurer que toute solution tiendra dûment compte de leurs besoins et de leurs priorités.

À l'heure actuelle, il y a beaucoup de ressources pour la conception et la construction de logements au sein des organismes inuits, dont les sociétés d'aménagement et les entreprises de construction appartenant à des Inuits comme SRI Homes. Il faudrait s'efforcer, peut-être en collaboration avec les architectes de la SCHL, de concevoir des maisons qui répondent mieux aux besoins des Inuits en prévoyant, entre autres, des halls d'entrée protégés plus vastes, des cuisines plus spacieuses (avec un drain de plancher) et des salles de séjour. Il faut revoir les modèles de logements novateurs modulaires ou préfabriqués pour en évaluer le rendement et les avantages économiques par rapport aux constructions traditionnelles. Toutefois, il faut s'assurer d'abord et avant tout de fournir la formation nécessaire et des emplois aux Inuits de la localité visée.

Dans toute élaboration de programmes visant la résolution du problème de logement, il faut tenir dûment compte des préférences et des réalités des habitants du Nord. Il faut s'efforcer davantage d'encourager l'accession à la propriété pour les familles à faible revenu. Il faut en outre mettre sur pied dans toutes les régions une formation pour les locataires afin de les inciter à entretenir leur logement et à en être fiers. Les organismes inuits ont les ressources nécessaires pour faciliter ce genre de formation.

Les sociétés d'habitation du Nord doivent s'efforcer davantage de communiquer entre elles pour échanger leurs connaissances, leurs expériences et leurs meilleures pratiques. Il faut également que les organismes inuits et les Inuits mêmes soient tenus au courant des politiques et des programmes de logement et des changements qu'on y apporte. Trop souvent, des programmes sont modifiés sans qu'on en informe adéquatement les Inuits.

---

[6] La SCHL a révélé à l'ITC que l'initiative bénéficierait de 600 millions de dollars pour les centres urbains et de 80 millions de dollars pour les communautés éloignées, ces sommes s'étalant sur quatre ans.

Conclusions

Cette recherche et cette consultation ont produit des résultats nombreux et variés. Il se révèle souvent difficile de résumer les résultats de pareil projet et de présenter fidèlement les plus importantes constatations et conclusions en l'absence de consensus. Néanmoins, on peut affirmer que de nombreuses vues sont largement répandues quant aux priorités actuelles dans le domaine du logement des Inuits et aux mesures novatrices à prendre pour combler l'immense lacune actuelle en matière de logement dans les communautés inuites.

1) Programme national de logement des Inuits

La constatation la plus évidente de ce projet de recherche et de consultation est probablement le fait que les besoins de logement des Inuits n'ont jamais été convenablement satisfaits depuis qu'on les a établis dans des colonies permanentes. Malgré les meilleures intentions de plusieurs parties intéressées, la triste réalité : les Inuits sont la nation canadienne la plus mal logée depuis plusieurs décennies. L'impact de cette réalité continue d'affliger injustement cette population vulnérable.

Les Premières nations ont continué de récolter les bienfaits des programmes de logement auxquels les Inuits ne peuvent que rêver. Les détails sur l'accès aux programmes généraux de logement par les Inuits restent encore flous mais, selon les premières observations faites sur ce sujet, les Inuits n'en tireraient pas autant parti que les autres Canadiens en raison de leur dépendance envers le logement social et, par conséquent, de leur faible taux de propriété.

La solution au problème de logement des Inuits ne peut se concrétiser sans une ferme volonté politique et un engagement financier substantiel de la part du gouvernement fédéral. Les Inuits doivent jouer un rôle fondamental dans l'élaboration de ce nouveau programme de logement. Sans cet agent catalyseur crucial, la crise du logement dans les communautés inuites ternira à jamais la réputation du Canada.

2) Besoin actuel – 8 800 logements au cours des cinq prochaines années pour satisfaire la demande actuelle

On estime qu'il faudra construire 8 800 logements au cours des cinq prochaines années pour répondre à la demande actuelle dans les communautés inuites. Ce chiffre repose sur les plus récentes études d'évaluation des besoins et tient compte de la croissance démographique rapide ayant eu lieu depuis leur réalisation.[7]

---

[7] Au cours de la réunion nationale de consultation sur le logement des Inuits, on a discuté du niveau estimatif des besoins de logement actuels dans les communautés inuites. La répartition régionale des besoins est la suivante :

Nunavut	1100 maisons	X 5 ans =	5500 nouvelles maisons
Nunavik	210 maisons	X 5 ans =	1050 nouvelles maisons
Inuvialuit	50 maisons	X 5 ans =	250 nouvelles maisons
Labrador	200 maisons	X 5 ans =	1000 nouvelles maisons

Ce chiffre ne tient compte que des besoins de logement présentement insatisfaits.

3) Besoins prioritaires – aînés, jeunes et jeunes familles

Le processus de recherche et de consultation a révélé que les groupes dont les besoins de logement sont les plus pressants sont les aînés, les jeunes et les jeunes familles. Dans les réponses au processus de sondage et de consultation, peu d'explications ont été fournies sur les raisons pour lesquelles ces groupes sont dans le besoin; cependant, ce sont ces groupes qui souhaitent le plus vivre à l'écart du noyau familial (parents et enfants), mais l'offre insuffisante de logements les en empêche. Dans toutes les régions, ce sont ces groupes qu'on a désignés comme ayant les besoins les plus pressants, dans une mesure plus ou moins grande toutefois.

4) Logement public

La dépendance des Inuits envers le logement social n'a pas régressé avec le temps. Bien qu'il y ait probablement plus d'Inuits propriétaires-occupants qu'auparavant, les facteurs socio-économiques, le coût exorbitant du logement et le sous-développement flagrant du marché du logement dans presque toutes les communautés inuites font en sorte que la dépendance envers le logement social demeurera très prononcée fort longtemps encore.

Divers programmes de subventions et d'incitatifs pour les locataires de logements sociaux qui peuvent s'offrir une maison ont connu un certain succès. Il faudrait favoriser et élargir ces programmes là où c'est possible. Ces programmes non seulement contribuent à libérer de précieux logements sociaux, mais encore permettent à plus de familles de se constituer un avoir propre grâce à leur maison et, à l'échelle locale et régionale, favorisent un marché du logement plus diversifié et stimulent l'économie.

Autres	200 maisons	X 5 ans =	1000 nouvelles maisons
		Total	8800 nouvelles maisons en 5 ans

Ces chiffres sont tirés de divers rapports gouvernementaux et avec l'aide des personnes représentant les sociétés et les associations de logement et présentes à la réunion nationale de consultation sur le logement des Inuits. L'ajout de mille maisons est attribuable au fait que certaines rapports gouvernements sur le logement datent. De plus, nous avons tenu compte du fait que le taux de natalité chez les Inuits est le double de la moyenne nationale, d'où une hausse du besoin de logement. La dernière évaluation des besoins de logement au Nunavut remonte à 1996, année où ce territoire faisait encore partie des Territoires du Nord-Ouest. Les données sur le T. du N.-O. sont tirées du sondage sur les besoins de logement du T. du N.-O. mené en 2000. La Newfoundland/Labrador Housing Corporation a mené un sondage sur les besoins de la communauté de Nain, mais aucun sondage provincial n'a été réalisé depuis de nombreuses années. Les chiffres sur Nunavik sont tirés des données de 1998 de l'Administration régionale Kativik.

5) Révision des politiques de logement social

Il faudrait que les programmes et les politiques de logement social visent à soutenir les efforts que déploient les Inuits pour trouver et conserver un emploi. Les programmes actuels pénalisent ceux qui travaillent et nuisent à l'autonomie. Si on haussait les seuils salariaux où les loyers sont augmentés ou qu'on accordait aux locataires récemment embauchés un sursis avant d'augmenter leur loyer, plus de personnes chercheraient du travail. On peut tirer beaucoup de leçons des pays scandinaves qui encouragent leurs citoyens à exploiter une petite entreprise depuis leur maison subventionnée. La prise de mesures novatrices du genre pourrait stimuler considérablement l'économie dans bon nombre de communautés où les locaux commerciaux sont tous occupés ou hors de portée de la bourse des petits exploitants.

5) Meilleures pratiques

Le projet a permis de relever quelques meilleures pratiques, mais leur nombre a été inférieur à ce que l'on prévoyait et ce, en raison de certains facteurs, dont le faible taux de réponse aux questions de sondage sur les meilleures pratiques de logement et le fait que peu de personnes avaient à portée de main des exemples de meilleures pratiques. La meilleure pratique clairement citée est la participation des Inuits aux politiques et aux programmes de logement les touchant. Par le passé, l'absence de consultation auprès des Inuits les a exposés aux manigances politiques des gouvernements. De nombreux programmes nationaux de logement ont été mis au point pour le sud du Canada et pour un groupe cible national qui trop souvent laissait pour compte les Inuits. La SCHL dispose de quelques très bons programmes que les habitants du Nord ont utilisés de manière efficace, mais ces programmes contribuent peu à l'amélioration de la situation du logement de la vaste majorité des Inuits.

Il faudrait que les programmes actuels et éventuels, et en particulier ceux qui s'adressent surtout aux régions rurales et éloignées, comportent un volet inuit pour que les priorités et les besoins particuliers des Inuits soient dûment satisfaits. Il faut examiner soigneusement les questions cruciales à la compréhension des facteurs qui jouent un rôle important pour la construction dans les communautés inuites, dont les transports et le coût élevé de l'aménagement foncier. Ce volet inuit pourrait régler la plupart des problèmes.

L'ITC a été ravi d'apprendre grâce à ses consultations et à sa recherche que la SCHL se fait désormais un devoir, comme meilleure pratique, de consulter les communautés et les groupes cibles pour s'assurer que les politiques et les programmes qu'elle élabore répondent vraiment aux besoins de la clientèle. L'ITC presse la SCHL et ses homologues provinciaux et territoriaux de consulter directement les Inuits pour déterminer les programmes qui peuvent être élaborés en vue de répondre aux besoins de logement des Inuits.

Au nombre des autres meilleures pratiques citées, mentionnons l'inclusion des Inuits et des entreprises inuites à l'expansion du secteur de l'habitation dans le Nord. En s'assurant que la présence d'ouvriers et d'entreprises inuits est optimisée dans le secteur de la construction, les régions et communautés inuites peuvent profiter des avantages économiques substantiels de ce secteur d'activités.

Les programmes qui aident les locataires à devenir propriétaires offrent de multiples avantages aux communautés, dont l'accroissement du nombre de propriétaires-occupants et la stimulation du marché privé de l'habitation s'ensuivant. En outre, si plus de locataires peuvent acheter une maison, le logement social subira moins de pressions.

Il faut déployer des efforts additionnels pour rassembler les meilleures pratiques et les transmettre aux parties intéressées par le logement des Inuits.

6) Nouveaux partenariats

Selon la recherche de l'ITC, on observe quelques exemples réussis de nouveaux partenariats dans les régions nordiques inuites. Le partenariat de l'IRC avec la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, et celui de Makivik avec le KRG offrent d'importantes leçons sur la façon dont les organismes inuits peuvent collaborer avec les organismes des secteurs public et privé en vue de répondre aux besoins pressants de logement. L'exemple du Nunavut, avec son concept de partenariat public-privé, utilise des capitaux privés pour l'aménagement d'infrastructures que leur propriétaire ou constructeur loue au gouvernement avec des options d'achat au terme de la période de location. Ce modèle permet aux gouvernements de réaliser des économies. Toutefois, le promoteur doit disposer des capitaux nécessaires et d'une solide gestion pour mener à bien le projet de construction.

Si les organismes de revendications territoriales ont indiqué clairement qu'ils refuseront d'affecter les sommes tirées de revendications territoriales à des activités qui relèvent de la responsabilité morale et fiduciaire du gouvernement fédéral telles que le logement, il faudrait presser ces organismes ainsi que les Inuit Birthright Development Corporations d'envisager sérieusement de participer davantage au secteur de l'habitation. Pour ce faire, toutes les parties intéressées devront faire preuve d'une diligence raisonnable, mais le secteur de l'habitation offre probablement quelques excellents débouchés commerciaux. Par exemple, le NTI a commencé à louer à long terme à son personnel des logements construits par des sociétés d'aménagement inuites. Il s'agit apparemment d'un investissement très sûr et commode qui non seulement constitue une bonne occasion pour les sociétés d'aménagement inuites et accroît l'emploi dans la région au cours de l'étape de la construction, mais aussi fournit des logements indispensables au personnel du NTI.

7) Communication accrue entre les parties intéressées au logement

Les participants à la réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits ont unanimement appuyé la tenue d'une deuxième réunion nationale au cours de laquelle ils pourraient revoir la question du logement des Inuits et examiner le progrès accompli quant aux recommandations formulées au cours de la première réunion. Plusieurs participants ont affirmé que cette réunion a constitué leur première occasion d'apprendre ce qui se passait dans d'autres régions, qu'ils ont apprécié cette expérience et qu'ils seraient disposés à participer à une autre réunion.

En outre, il faut que les diverses organismes gouvernementaux engagés dans la prestation de logements aux Inuits s'efforcent davantage de communiquer entre eux pour échanger leurs connaissances, leurs expériences et leurs meilleures pratiques.

8) Mise au point de solutions de financement pour la construction de logements

Pour surmonter les problèmes qui entravent présentement la construction de logements dans le Nord, il faudra que soient créés de nouveaux partenariats entre les administrations municipales, les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral, les promoteurs, les établissements de prêts commerciaux, les organismes inuits, les locataires et les propriétaires de maisons. Pour accroître l'offre de logements pour les Inuits, il faudra que ces intervenants travaillent ensemble à la création des conditions financières nécessaires à la production de logements, dont le financement par actions et le financement par emprunt pour l'aménagement foncier, le financement à la construction ou préfinancement et le financement hypothécaire. Une étude menée par la SCHL en 1998 a révélé que l'accès à un financement à coût raisonnable est le principal obstacle à surmonter pour accroître l'offre de logements abordables.[8] Les recommandations qui suivent reposent sur les résultats du projet de recherche et de consultation :

I. Il faut presser les gouvernements provinciaux et territoriaux d'encourager l'expansion du marché de la maison saine, en particulier dans les communautés éloignées et petites;
II. Il faut que l'ITC et d'autres parties intéressées, conjointement avec la Chambre de Commerce du Canada, exercent des pressions afin que le régime fiscal soit modifié de manière à rendre plus attrayant l'investissement dans les ensembles locatifs, dont presser les gouvernements de permettre aux petits salariés de déduire de leurs impôts une partie de leurs versements hypothécaires;
III. Il faut exiger des administrations municipales qu'elles fournissent des terrains viabilisés pour la construction de logements sociaux et de logements pour les ménages à faible revenu afin d'accroître le nombre de logements abordables disponibles;

[8] Dans son sondage, Hal Logsden Consulting a interrogé 130 personnes, fonctionnaires et sociétés oeuvrant dans le domaine du logement dans les T.du N.-O., le Nunavut, le Yukon et le Labrador.

IV. Il faudrait que la SCHL assouplisse les conditions de ses programmes d'assurance pour les ensembles résidentiels dans les communautés éloignées afin qu'elles correspondent davantage à celles exigées dans les marchés immobiliers plus développés;

V. Si la recommandation IV est irréalisable, il faut demander aux gouvernements d'augmenter la protection d'assurance de la SCHL pour les prêts hypothécaires et à la construction;

VI. Il faudrait envisager la création d'un fonds hypothécaire commercial tant pour les bénéficiaires qui veulent acheter un logement que pour les promoteurs qui fournissent des logements aux bénéficiaires;

VII. Il faut inciter la SHTNO et la NT Housing Corporation à :

   i. Utiliser le parc résidentiel existant dans la mesure du possible pour répondre aux besoins de logement au lieu de construire de nouveaux logements. Les bâtiments dont n'ont plus besoin les gouvernements devraient être transformés en habitations;

   ii. Détruire les préjugés à l'endroit des maisons préfabriquées. Réduire les coûts des ensembles et le risque de surpassement des coûts et faciliter l'accès aux capitaux de placement;

   iii. Accroître l'utilisation de logements locatifs plurifamiliaux pour répondre aux besoins de logement;

   iv. Faciliter la vente de logements usagés en tant que logements pour accédants à la propriété. Cette mesure renforcerait le marché du logement, réduirait le coût des logements pour accédants à la propriété, permettrait aux acheteurs d'améliorer leur logement par une contribution non financière (travaux de rénovation) et fournirait aux sociétés d'habitation des revenus dont elles ont grand besoin.

VIII. Faire en sorte que les gouvernements et la SCHL s'assurent que le financement hypothécaire et à la construction permette des avances pour des matériaux commandés et en route pour le terrain à bâtir ou entreposés sur ce terrain pour les chantiers qui dépendent d'un ravitaillement par mer ou par navire;

IX. Modifier les programmes de prêts gouvernementaux qui défavorisent les projets d'aménagement de logements et de terrains commerciaux pouvant répondre aux besoins de logement des Inuits;

X. Presser les organismes gouvernementaux d'envisager des baux pluriannuels ou des engagements de supplément au loyer pour une partie des logements de grands ensembles afin d'aider les promoteurs immobiliers à obtenir du financement à un coût raisonnable;

XI. Veiller à ce que les programmes et les initiatives s'appliquent autant aux projets domiciliaires parrainés par des sociétés sans but lucratif qu'à ceux parrainés par des sociétés à but lucratif;

XII. Demander au gouvernement du Nunavut qu'il consulte les promoteurs au sujet des amendements qu'il devrait apporter à ses lois pour faciliter la construction de copropriétés sur des terrains loués;

XIII. Faire connaître aux promoteurs et aux Inuits intéressés aux logements pour propriétaires-occupants les banques et les autres établissements qui consentent des prêts pour des projets domiciliaires dans des communautés éloignées et leurs principales conditions de prêt;

XIV. Renseigner les prêteurs et les promoteurs sur le marché de l'habitation dans les communautés (données démographiques, statistiques sur les revenus, etc.);

XV. Fournir aux entreprises d'aménagement foncier et immobilier appartenant à des Inuits un accès aux études de cas qui montrent comment d'autres entreprises ont réussi à structurer leur financement pour des projets domiciliaires.

Prochaines étapes – Rôle de l'Inuit Tapirisat du Canada

Tout au long des débats s'étant déroulés à la réunion nationale, le rôle de l'ITC dans le domaine du logement des Inuits s'est précisé.

- L'ITC devrait jouer un rôle prépondérant dans les activités de pression visant l'établissement d'un programme national de logement des Inuits répondant aux besoins particuliers des Inuits. L'ITC devrait communiquer avec les parties intéressées inuites, peut-être dans le cadre d'un groupe de travail dont il est question ci-après, afin de veiller à ce qu'une vision commune soit établie, entretenue et communiquée au gouvernement et à d'autres organismes.
- Il faudrait créer un groupe de travail sur le logement des Inuits qui relèverait de l'ITC et continuerait de surveiller la situation du logement et de fournir des conseils sur la mise en oeuvre des recommandations découlant de la réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits, y compris du programme national de logement des Inuits.
- Il faudrait charger quelques employés de soutenir ce groupe de travail et d'aider ce dernier ainsi que l'ITC à se tenir au courant des questions sur le logement et à faire avancer la cause du logement des Inuits.
- L'ITC devrait entreprendre la réalisation d'un rapport en se fondant sur les constatations tirées de la réunion nationale et s'assurer que ce rapport est transmis aux dépositaires d'enjeux et aux autres parties intéressées.[9] Il faudrait envoyer une délégation inuite à Saskatoon pour y assister à la conférence sur le logement des Autochtones de novembre 2000.[10]
- L'ITC devrait développer ses ressources internes pour poursuivre ses activités de surveillance et de pression dans le domaine du logement et pour tenir les parties intéressées inuites au courant de tout développement.

[9] Objectif réalisé au début de décembre 2000. Voir le rapport en annexe.
[10] Objectif réalisé en novembre 2000

- Une part des ressources internes de l'ITC dévolues au logement devraient être utilisées à la mise à jour des données sur le logement et à leur diffusion aux parties intéressées. Le personnel devrait en outre viser l'établissement des meilleures pratiques pour les projets de recherche.
- L'ITC devrait insister sur le travail de collaboration avec d'autres dépositaires d'enjeux dans le but de régler la situation du logement.
- L'ITC devrait aussi chercher à favoriser dans les communautés l'élaboration de politiques et de pratiques qui contribuent à la résolution du problème de logement.
- L'ITC devrait organiser une deuxième réunion de consultation nationale sur le logement des Inuits au plus tard deux ans après l'achèvement de la première réunion nationale. Le principal objectif de cette deuxième réunion devrait être l'élaboration et l'échange des meilleures pratiques en matière de construction, de financement et de gestion des logements dans les communautés inuites.

Bibliographie pour le projet de consultation nationale sur le logement des Inuits

Internet

- Statistique Canada, 1996. *Population, selon le groupe autochtone*. **http://www.statcan.ca/english/Pgdb/People/Population/demo39a.htm**

- Statistique Canada, 1996. *Le profil statistique des communautés canadiennes*, Territoires du Nord-Ouest. **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=aklavik**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Paulatuk**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Sachs%20Harbour%20**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Holman%20Island%20**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Tuktoyaktuk**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=inuvik**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1996. *Conditions de vie au nord du 60°*. **www.inac.gc.ca/stats/facts/1996/nor60.html**

- Statistique Canada, 1996. *Profil statistique des communautés canadiennes*, communautés de Nunavik. **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=akulivik**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=aupaluk**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=inukjuak**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=ivujivik**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=kangiqsualujjuaq**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Kangiqsujuaq**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Kangirsuk**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=kuujjuaq**

- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=kuujjuarapik**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Puvirnituq**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Quaqtaq**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=salluit**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Tasiujaq**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=Umiujaq**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *Special Housing Initiatives to Help Northern Quebec Inuit.* **www.newswire.ca/government/federal/english/releases/June1999/25/c7390.html**

- Société Makivik, 1999. *1999 Nunavik Statistical Handbook Published.* **www.makivik.org/PressSpeech/PressReleases/English/eOct6-99.html**

- Secrétariat aux affaires autochtones, 1999. *25 M$ pour le développement des communautés inuites.* **www.saa.gouv.qc.ca/cpress/a990629.html**

- Secrétariat aux affaires autochtones, 1999. *Entente cadre entre l'administration régionale Kativik et le gouvernement du Québec.* **www.saa.gouv.qc.ca/cpress/a990629.html**

- Nunatsiaq News, 1998. *Nunavik Housing Mess Becoming Unmanageable.* **www.nunatsiaq.com/archives/nunavut981031/nvt81002_11.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *Le Canada annonce une entente visant à répondre aux besoins en logement des Inuits de Chisasibi, au Québec.* **www.inac.gc.ca/news/jan97/1-9665.html**

- Satistique Canada, 1996. *Profil statistique des communautés canadiennes*, communautés du Nunavut. **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=arctic%20bay**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=arviat**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=baker%20lake**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=bathurst%20inlet**

- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=bay%20chimo
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=broughton%20island
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=cambridge%20bay
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=cape%20dorset
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=chesterfield%20inlet
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=clyde%20river
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=coral%20harbour
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=gjoa%20haven
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=hall%20beach
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=igloolik
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=iqaluit
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=kimmirut
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=kugluktuk
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=pangnirtung
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=pelly%20bay
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=pond%20inlet
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=rankin%20inlet
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=repulse%20bay
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=resolute%20bay
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=sanikiluaq
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=taloyoak
- http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=whale%20cove

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *Nunavik Rebuilding Initiatives Underway*. **www.newswire.ca/government/federal/english/releases/June1999/25/c7335.html**

- Gouvernement du Canada, 1999. *Government of Canada and Nunavut Sign Social Housing Agreement*. **www.newswire.ca/government/federal/english/releases/July1999/02/c0012/html**

- Nunatsiaq News, 2000. *Thompson Pledges Action on Final Housing Report*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut000531/nvt20505_08.html**

- Nunatsiaq News, 1999. *NCC president suggests leasebacks for social housing*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut991230/nvt91217_08.html**

- Nunatsiaq News, 2000. *Nunavut Housing Corporation seeks housing units*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut000831/nvt20804_11.html**

- Nunatsiaq News, 1998. *Nunavut housing in a state of crisis*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut980630/nvt80626_06.html**

- Nunatsiaq News. *Iqaluit trailer park expansion gets green light*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut981130/nvt81120_10.html**

- Nunatsiaq News, 1998. *OIC on the hunt for Nunavut housing in Iqaluit*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut980531/nvt80522_11.html**

- Nunatsiaq News, 1998. *Staff housing shortage threatens Nunavut*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut98501/nvt80501_12.html**

- Statistique Canada, 1996. *Profil statistique des communautés canadiennes*, communautés du Labrador. **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=happy%20valley%2Dgoose%20bay**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=hopedale%20**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=makkovik**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=nain**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=postville**
- **http://ceps.statcan.ca/english/profil/Search/PlaceSearch1.cfm?SEARCH=BEGINS&LANG=E&Province=All&PlaceName=rigolet**

- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 1999. *Rent Supplement Program*. **http://www.nlhc.nf.ca/programs/rentsup.htm**
- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 1996. *Provincial Home Repair Program*. **http://www.nlhc.nf.ca/programs/phrp.htm**
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 2000. *Corporate Visions*. **http://nwthc.gov.nt.ca/about.html**
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 2000. *Corporate Programs*. **http://nwthc.gov.nt.ca/programs.html**
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 2000. *Transfer of Social Housing*. **http://nwthc.gov.nt.ca/cmhc.html**
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 2000. *NWT Housing Needs Survey – 2000*. **http://nwthc.gov.nt.ca/pdf/needs2000.pdf**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *First Nations Closer to Control Over Housing and Capital Works*. **http://www.newswire.ca/government/federal/english/releases/July1999/19/c3572.html**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *Programme des affaires indiennes et inuit*. **http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/est/me3/pnp/ptb/iip/215_e.html**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *Fiche documentaire : Le logement dans les réserves*. **http://www.inac.gc.ca/nr/prs/m-a1996/9630bk.html**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1996. *Le gouvernement fédéral annonce des modifications à sa politique concernant le logement dans les réserves*. **http://www.inac.gc.ca/nr/prs/m-a1996/1-9630.html**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1998. *Fonds pour l'innovation en matière de logement : Questions et réponses*. **http://www.inac.gc.ca/ps/hsg/cih/qa_e.html**
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1998. *Fonds pour l'innovation en matière de logement : Questions et réponses*. **http://www.inac.gc.ca/ps/hsg/cih/qa_e.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1998. *Introduction au logement dans les collectivités des Premières nations situées dans les réserves.* **http://www.inac.gc.ca/ps/hsg/cih/hs/index_e.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *Fonds supplémentaires pour répondre aux besoins pressants en logement.* **http://www.inac.gc.ca/nr/prs/j-a1999/1-98137.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 2000. *Housing and Infrastructure Assets Application – First Nations.* **http://esd.inac.gc.ca/edi/home.asp**

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 1999. *Logement pour les Autochtones.* **http://www.dfait-maeci.gc.ca/english/foreignp/social/hab-abo.htm**

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 1996. *Conférence des Nations Unies sur les établissements humains*, Istanbul, Turquie, 3 au 14 juin 1996. **http://www.dfait-maeci.gc.ca/english/foreignp/social/habitat.htm**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 2000. *Discours prononcé par l'honorable Robert D. Nault, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Vision Quest.* **http://www.inac.gc.ca/nr/spch/2000/vis_e.html**

- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1999. *Minister Gagliano Announces Housing Research Grants.* **http://www.newswire.ca/government/federal/english/January1999/25/c8321.html**

- Assemblée des Premières nations, 2000. *Assembly of First Nations Housing Secretariat Fact Sheet.* **http://www.afn.ca/Programs/Housing/Housing/housing_fact_sheet_september_200.htm**

- Bureau du vérificateur général du Canada, 1999. *Transfert de 3,6 milliards de dollars aux Premières nations.* **http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/media.nsf/a70cfc882b597e2c852565bf0070f7bf/b5484e0fb961e1518525675900049c80?OpenDocument**

- Nunatsiaq News, 2000. *Logistic problems plague Nunavik housing problems.* **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut001031/nvt21027_16.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *Le budget du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.* **http://www.inac.gc.ca/pr/info/info109_e.html**

- Vérificateur général du Canada, 1998. *Rapport du vérificateur général du Canada*, Septembre 1998, Chapitre 16. **http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/reports.nsf/html/8814ce.html** .

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *L'habitation des Premières nations*. **http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/info/info104_e.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1999. *Gathering Strength Anniversary Marks Progress*. **http://www.newswire.ca/government/federal/english/releases/January1999/07/c1938.html**

- Nunatsiaq News,1999. *MP's committee urges quick action on Inuit Housing*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut990528/nvt90521_05.html**

- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2000. *Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'habitation, Fredericton (Nouveau-Brunswick), Le 19 septembre 2000*. **http://www.scics.gc.ca/cinfo00/830699004_e.html**

- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 1998. *NLHC sells houses to Torngat Regional Housing Association*. **http://www.gov.nf.ca/releases/1998/NLHC/1103n01.htm**

- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 1997. *Agreement being finalized that would see transfer of responsibility for federal social housing to province*. **http://www.gov.nf.ca/releases/1997/mpa/housing/0321n06.htm**

- Nunatsiaq News, 1998. *Quebec Liberals promise to alleviate Nunavik housing shortage*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut981130/nvt81113_06.html**

- Nunatsiaq News, 1999. *The standing committee's on aboriginal affairs' recommendations*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut990528/nvt90521_06.html**

- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 2000. *Housing Component Northern Coastal Labrador Strategic Initiative*. **http://www.gov.nf.ca/releases/2000/mpa/0322n55.htm**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *Quelques données sur le financement des programmes destinés aux Autochtones*. **http://www.inac.gc.ca/nr/prs/j-a2000/mar7_e.html**

- Nunatsiaq News, 2000. *Nunavik gets 60 new houses this year*. **http://www.nunatsiaq.com/archives/nunavut000831/nvt20818_13.html**

- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1997. *De nouveaux projets de logement génèrent des emplois et de meilleures conditions de vie chez des Premières nations*. **http://www.inac.gc.ca/nr/prs/j-a1997/feb24.html**

- Santé Canada, 1997. *Maladies transmissibles* 1996-1997. **http://www.hc-sc.gc.ca/msb/fnihp/comdis_e96.htm**

- Santé Canada, 1998. *Prévention et lutte contre les maladies*. **http://www.hc-sc.gc.ca/msb/fnihp/prev_e.htm**

- Santé Canada, 1998. *Prévention et lutte contre les maladies. Examen du programme de lutte antituberculeuse et de l'épidémiologie de la tuberculose*. **http://www.hc-sc.gc.ca/msb/fnihp/tb_e.htm**

- Santé Canada, Direction générale des services médicaux. 1999. *Prévention et lutte contre les maladies. Examen du programme de lutte antituberculeuse et de l'épidémiologie de la tuberculose, Janvier 1999*. **http://www.hc-sc.gc.ca/msb/pdf/errata_e.pdf**

Bibliographie pour le projet de consultation nationale sur le logement des Inuits

Rapports gouvernementaux

- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *Migration et mobilité de la population autochtone du Canada.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *La population autochtone du Canada, 1981-1911.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1986. *Development of a Guide to the Planning, Design, and Construction of Housing in the North.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Bibliography on Native Housing.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. Vidéos du Centre canadien de documentation sur l'habitation.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1985. *Heating Systems for Arctic and Sub-Arctic Canada.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Houses of the North.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1984. *Attic Moisture Control North of 60 Investigation and Comparison of Two Potential Solution.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1995. *Seniors' Housing and Social Needs Study.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. *Étude documentaire : les Autochtones sans abri.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1981. *Monitoring of 1980 Keewatin Energy Demonstration House.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1988. *Northern Ventilation Project: Data Collection and Report for Iqaluit, N.W.T.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2000. *Rapport annuel de 1999.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1985. *Performance of 24 Polurethane Foam Panel Houses in the Keewatin Region of the Northwest Territories.*

- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. *Planning Study of Native Northern Communities.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *A Feasibility Study To Overcome Barriers for Aboriginal Home Ownership.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. *Examples of Housing Construction in the North.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1982. *The Effect of Building Mass in Energy Consumption for Space Conditions in Cold Climates.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1984. *A Culturally Sensitive Approach to Planning and Design with Native Canadians.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *An Investigation for Design Criteria and Appropriate Technologies for Space Heating and Ventilation Systems for Northern Housing.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1983. *A Design Assessment of Super-insulated Demonstration Houses Built in the Keetwatin, Northwest Territories and Preliminary Designs for Follow-On Units.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1982. *Photographic Record of the Installation of a Foundation Retrofit on Webber Housing Units in Rankin Inlet, NWT.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. *Programme de renaturalisation du village nordique de Kuujjuaq.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *Renaturalisation des surfaces décapées au voisinage des habitations dans le village nordique de Kuujjuaq.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1991. *Sustainable Housing for a Cold Climate.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2000. *Résumé du plan d'entreprise.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1995. *Partager les réussites du logement autochtone : Faits marquants du Symposium des prix d'excellence en habitation de la SCHL.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1998. *Rapport annuel de 1997.*

- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *Un toit pour tous.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1996. *Les conditions de logement des peuples autochtones au Canada.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1997. *Les besoins de logement des familles monoparentales autochtones hors réserves au Canada.*
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1991. *The Health Effects of Housing and Community Infrastructure on Canadian Indian Reserves.*
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 1998. *NWT Housing Corporation 1996-1997 Annual Report.*
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 1997. *Analysis of Utility Costs in Public Housing.*
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 1997. *NWT Housing Corporation 1995-1996 Annual Report.*
- Le gouvernement du Nunavut, 2000. *Final Report: Minister's Task Force on Housing.*
- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, 1999. *Living Conditions in Nunavik.*
- Newfoundland and Labrador Housing Corporation, 1998. *1996-97 Annual Report.*
- Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, 1985. *Introduction to Foundation Engineering in Northern Canada.*
- Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1998. *Tout sur le logement.*

Bibliographie pour le projet de consultation nationale sur le logement des Inuits

Rapports non gouvernementaux

- Pauktuutit Inuit Women's Association, 1995. *The Housing Crisis and Violence*.
- Association des femmes autochtones du Canada. *Second Stage Housing for Native Women*.

Bibliographie pour le projet de consultation nationale sur le logement des Inuit

Périodiques

- Lilly, Jennifer, 2000. *Partnering Arrangement a True Success in Nunavut's Large Capital Projects*. – Circles of Light – September 2000 – Number 5.
- Winter 1996, Frostline – *Northern and Remote Technology in Housing*. Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Summer 1996, Frostline – *Northern and Remote Technology in Housing*. Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Winter 1995, Frostline – *Northern and Remote Technology in Housing*. Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Winter 1994. Frostline – Northern and Remote Technology in Housing. Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Inuit Tapirisat du Canada – Projet de recherche et de consultation

Besoins de logement des Inuits

Questionnaire – Ministères gouvernementaux – Situation du logement

Préambule pour les interviewers
Dans cette section, il nous faut découvrir comment les interrogés perçoivent la situation actuelle du logement dans leur région et ce qu'a fait le gouvernement selon eux pour répondre aux besoins de logement. Il nous faut aussi découvrir selon les interrogés quel est le groupe dont les besoins de logement sont les plus pressants, soit les aînés, les familles monoparentales, les familles élargies, etc.

Il est important dans ce sondage de savoir ce que les interrogés estiment devoir être fait et qui ne l'a pas encore été pour redresser la situation. Ont-ils des suggestions de solutions novatrices au problème de logement (dans le domaine du financement, de la formation, de l'accession à la propriété, etc.)?

Problèmes

Dans cette section, il nous faut découvrir ce que les interrogés estiment être les problèmes les plus urgents en matière de logement; est-ce simplement la pénurie de logements, ou l'incapacité de devenir propriétaire ou encore la nécessité d'améliorer la conception des maisons? Selon les interrogés, quelles mesures devraient être prises pour améliorer la situation? Quels nouveaux partenariats pourraient faciliter cet objectif? Que compte faire leur ministère pour améliorer les conditions de logement des Inuits? Selon les interrogés, quelles répercussions la situation du logement a-t-elle eues sur les Inuits?

Renseignements de base à obtenir :

- Nom et fonction de l'interrogé _____
- Nom du ministère _____
- Numéros de téléphone et de télécopieur _____
- Communauté et région _____

Situation du logement

1) Quel rôle votre ministère joue-t-il dans le logement?

_____
_____
_____

2) Quelle est la structure d'application des programmes et services de logement dans votre région, province ou territoire? *(Comment les programmes de logement sont-ils appliqués?)*

_____
_____
_____

3) Quels sont les programmes et services offerts par votre ministère en matière de logement?

_____
_____
_____

4) Quel est le niveau actuel du besoin en logements dans votre région, province ou territoire?

_____
_____
_____

5) Quelles mesures votre ministère compte-t-il prendre pour répondre à ce besoin?

_____
_____
_____

6) Votre ministère a-t-il mené des études sur le logement au cours des cinq dernières années? Dans l'affirmative, pouvez-vous en faire parvenir un exemplaire à l'ITC? Oui ___ Non___

_____
_____
_____

7) Selon vous, dans quels secteurs les besoins de logement sont-ils les plus pressants présentement?

- ☐ Logements individuels (unifamiliaux)
- ☐ Logements plurifamiliaux
- ☐ Logement social
- ☐ Maisons pour accédants à la propriété
- ☐ Logements adaptés – préciser
- ☐ Jeunes célibataires
- ☐ Familles gynoparentales (mères seules)
- ☐ Aînés

- ◻ Personnes handicapées
- ◻ Autres – précisez

8) Selon vous, quel groupe éprouve les besoins de logement les plus pressants?
   - ◻ Familles seules – deux parents avec enfants
   - ◻ Familles élargies – deux parents, enfants, grand-parents, frères et soeurs des parents
   - ◻ Familles monoparentales – mère seule avec un ou plusieurs enfants
   - ◻ Jeunes couples
   - ◻ Jeunes célibataires sans enfants
   - ◻ Aînés
   - ◻ Personnes handicapées
   - ◻ Autre – précisez

9) Y- a-t-il des solutions nouvelles et novatrices à la situation actuelle du logement qui, selon vous, devraient être envisagées ou mises au point? Précisez
   - ◻ Financement de la construction et de l'utilisation des logements
   - ◻ Accroissement des possibilités d'emploi et de formation des Inuits dans le secteur
   - ◻ Création de nouveaux partenariats entre les parties intéressées au logement
   - ◻ Nouvelles formes de propriété – p. ex. coopératives d'habitation
   - ◻ Nouvelles formes de construction – p. ex. Habitat for Humanity
   - ◻ Nouvelles conceptions améliorant la durabilité, le confort et/ou la satisfaction des besoins des occupants
   - ◻ Nouveaux programmes facilitant l'accession à la propriété
   - ◻ Autres :

Problèmes

1) Veuillez indiquer les principaux problèmes de logement dans votre région, province ou territoire :
   - ◻ Pénurie de logements
   - ◻ Surpeuplement des logements
   - ◻ Piètre qualité de certains logements
   - ◻ Coûts élevés de la possession d'une maison privée
   - ◻ Locataires ne sachant pas ou ne voulant pas entretenir leur logement
   - ◻ Utilisation d'ouvriers de l'extérieur de la communauté
   - ◻ Pénurie de personnel qualifié et formé pour l'entretien des logements
   - ◻ Mauvaises conceptions des logements
   - ◻ Autres – précisez

2) Quel est le plus pressant besoin en matière de logement dans votre région, province ou territoire?

_____
_____
_____

3) Selon vous, que peut-on faire pour améliorer la situation du logement?
   - ☐ Faire connaître les meilleures pratiques de construction, surtout celles pour les conditions nordiques, aux associations de logement
   - ☐ Accroître le financement à la construction de nouveaux logements sociaux
   - ☐ Accroître le financement à la rénovation et à l'amélioration du parc résidentiel existant
   - ☐ Créer de nouveaux modèles de maison pour en augmenter le nombre pouvant être construit par la main-d'oeuvre locale
   - ☐ Créer de nouveaux programmes favorisant l'accès à la propriété – veuillez fournir plus de détails
   - ☐ Augmenter le nombre de programmes de formation et de coopératives pour la main-d'oeuvre locale
   - ☐ Autres – précisez

4) En ce qui touche le financement, quels nouveaux modes de financement pourraient être créés pour contribuer au redressement de la situation du logement? Y a-t-il des sources de financement qui n'ont pas été pleinement utilisées?

_____
_____
_____

5) Quels nouveaux partenariats pourraient être établis pour contribuer à redresser la situation du logement?
   - ☐ Au sein de la communauté? Précisez
     _____
   - ☐ Au sein de la région? Précisez
     _____
   - ☐ Autres? Précisez _____

6) Croyez-vous que les options de logement comme Habitat for Humanity pourraient fonctionner dans votre région, province ou territoire? Il s'agit d'un organisme qui facilite la construction de maisons à l'aide de matériaux et de main-d'oeuvre à titre gracieux. Oui ___ Non ___
   - Vos concitoyens seraient-ils disposés à participer aux travaux de construction de la maison de leur famille? Oui ___ Non ___

- Quels problèmes pourrait poser ce genre de programme?

_____

_____

- Aimeriez-vous que d'autres programmes soient mis à l'essai?

_____

_____

7) Selon vous, quelles sont les plus importantes mesures que les administrations fédérale, régionales et provinciales ou territoriales pourraient prendre pour favoriser le redressement de la situation du logement dans le Nord?

_____

_____

_____

8) Quelles répercussions la situation du logement a-t-elle eues sur les jeunes, les aînés et les familles inuits?

_____

_____

_____

Inuit Tapirisat du Canada – Projet de recherche et de consultation

Besoins de logement des Inuits

Questionnaire – Associations de logement

« Bonjour, je m'appelle _____ et je travaille pour l'Inuit Tapirisat du Canada, l'organisme national représentant les Inuits. L'ITC mène présentement des recherches sur les besoins et les conditions de logement des Inuits. Nous interrogeons présentement certaines associations de logement dans le Nord pour cerner la situation actuelle du logement et les priorités et les besoins des communautés. L'information que nous tirerons de notre sondage aidera l'ITC à fournir une orientation au gouvernement dans l'espoir de satisfaire les besoins de logement des Inuits. Ce sondage dure environ 45 minutes, et nous vous saurions gré de bien vouloir répondre aux questions. »

Renseignements de base à obtenir :

- Nom et fonction de l'interrogé _____
- Nom de l'association de logement _____
- Numéros de téléphone et de télécopieur _____
- Communauté et région _____

Situation du logement

- Nombre actuel de logements dans la communauté (nombre de logements privés, de logements sociaux et de logements fournis par des employeurs).

  _____

  _____

- Nombre actuel de logements sociaux
  - Composition du parc de logements sociaux –
    - Nombre de logements comportant 2 ____ 3_____ 4 ____ chambres à coucher
  - Nombre moyen d'occupants _____
  - Nombre moyen de familles par logement (nombre de logements renfermant plusieurs familles) _____
  - Période d'attente actuelle pour un logement social ____
  - Nombre estimatif de logements à construire pour :
    - l'année en cours
    - l'année prochaine
    - les deux années prochaines
    - les trois années prochaines

- Nombre actuel de logements -
    - % de logements ayant besoin de réparations majeures
    - % de logements ayant besoin de réparations mineures

Problèmes

- Veuillez indiquer les principaux problèmes de logement dans votre communauté :
  - ☐ Pénurie de logements
  - ☐ Surpeuplement des logements
  - ☐ Piètre qualité de certains logements
  - ☐ Coûts élevés de la possession d'une maison privée
  - ☐ Locataires ne sachant pas ou ne voulant pas entretenir leur logement
  - ☐ Utilisation d'ouvriers de l'extérieur de la communauté
  - ☐ Pénurie de personnel qualifié et formé pour l'entretien des logements
  - ☐ Mauvaises conceptions des logements
  - ☐ Autres – précisez

- Quel est le plus pressant besoin en matière de logement dans votre région, province ou territoire?

_____

_____

- Selon vous, quel groupe éprouve les besoins de logement les plus pressants?
  - ☐ Familles seules – deux parents avec enfants
  - ☐ Familles élargies – deux parents, enfants, grand-parents, frères et soeurs des parents
  - ☐ Familles monoparentales – mère seule avec un ou plusieurs enfants
  - ☐ Jeunes couples
  - ☐ Jeunes célibataires sans enfants
  - ☐ Aînés
  - ☐ Personnes handicapées
  - ☐ Autre – précisez

- Selon vous, que peut-on faire pour améliorer la situation du logement?
  - ☐ Faire connaître les meilleures pratiques de construction, surtout celles pour les conditions nordiques, aux associations de logement
  - ☐ Accroître le financement à la construction de nouveaux logements sociaux
  - ☐ Accroître le financement à la rénovation et à l'amélioration du parc résidentiel existant
  - ☐ Créer de nouveaux modèles de maison pour en augmenter le nombre pouvant être construit par la main-d'oeuvre locale
  - ☐ Créer de nouveaux programmes favorisant l'accès à la propriété – veuillez fournir plus de détails
  - ☐ Augmenter le nombre de programmes de formation et de coopératives pour la main-d'oeuvre locale
  - ☐ Autres – précisez

_____

_____

- En ce qui touche le financement, quels nouveaux modes de financement pourraient être créés pour contribuer au redressement de la situation du logement? Y a-t-il des sources de financement qui n'ont pas été pleinement utilisées?

- Quels nouveaux partenariats pourraient être établis pour contribuer à redresser la situation du logement?
- Au sein de la communauté? Précisez

- Au sein de la région? Précisez

- Autres? Précisez

- Croyez-vous que les options de logement comme Habitat for Humanity pourraient fonctionner dans votre communauté? Il s'agit d'un organisme qui facilite la construction de maisons à l'aide de matériaux et de main-d'oeuvre à titre gracieux. Vos concitoyens seraient-ils disposés à participer aux travaux de construction de la maison de leur famille? Quels problèmes pourrait poser ce genre de programme? Aimeriez-vous que d'autres programmes soient mis à l'essai?

- En tant qu'employé d'une association de logement, quelles seraient les plus importantes mesures que les administrations fédérale et provinciales ou territoriales pourraient prendre selon vous pour améliorer la situation du logement dans le Nord ?

Inuit Tapirisat du Canada – Projet de recherche et de consultation

Besoins de logement des Inuits

Questionnaire – Aînés

Objectif : Connaître et comprendre l'expérience passée et présente des aînés sur les problèmes de logement. Cette information aidera l'ITC à savoir comment régler les problèmes de logement des Inuits.

Commentaires préliminaires pour les interviewers

« Bonjour, je m'appelle _____ et je travaille pour l'Inuit Tapirisat du Canada, l'organisme national représentant les Inuits. L'ITC mène présentement des recherches sur les besoins et les conditions de logement des Inuits. Nous interrogeons présentement les aînés dans le Nord pour découvrir comment se passait la vie des Inuits avant et après leur établissement dans des colonies permanentes. J'aimerais aussi vous poser quelques questions sur votre situation actuelle de logement et sur ce que vous pensez du logement dans votre communauté. L'information que nous tirerons de notre sondage aidera l'ITC à fournir une orientation au gouvernement dans l'espoir de satisfaire les besoins de logement des Inuits. Ce sondage dure environ 45 minutes, et nous vous saurions gré de bien vouloir répondre aux questions. »

Renseignements de base à obtenir :

- Nom de l'aîné _____
- Nom de l'organisme d'aînés, le cas échéant_____
- Numéro de téléphone de l'aîné ou de la personne-ressource de l'organisme ou du comité _____
- Communauté de l'aîné _____

Connaissances traditionnelles :

1. Comment a trouvé votre famille les premiers mois de son déménagement dans une maison de style qallunaaq?

☐ très difficiles ☐ difficiles ☐ supportables☐ très faciles ☐ autres, précisez commentaires :_____
_____
_____

2. Lorsque vous avez emménagé dans la communauté, que pensiez-vous que le gouvernement vous fournirait à vous et à votre famille?

☐ un logement ☐ des services d'éducation ☐ des services de santé ☐ autres
commentaires :_____
_____
_____

3. Décrivez comment les Inuits vivaient ensemble lorsqu'ils étaient nomades?

- Quelle était la taille moyenne du ménage?
- Les familles se réunissaient-elles durant certaines périodes? Pourquoi et quand se séparaient-elles de nouveau en famille individuelle?
- Qui étaient les membres de la famille composant le ménage? Parents, aînés, enfants, oncles, etc.
- Comment les membres de la famille réglaient-ils les tensions au sein de la famille (comment, par exemple, réagissaient-ils au surpeuplement du logement)?
- Comment s'apercevaient-ils qu'il était temps de restructurer leur famille?

Commentaires :_____
_____
_____
_____
_____
_____

Situation actuelle du logement

1. Où habitez-vous présentement?

☐ maison de propriétaires-occupants ☐ maison pour les aînés ☐ au sein de la famille
☐ autre : précisez_____

2. Habitez-vous seul?

☐ oui ☐ non

3. Si vous habitez avec d'autres personnes, combien êtes-vous généralement dans le même logement?

☐ 1-4 ☐ 5-8 ☐ 9-13 ☐ 14-16 ☐ plus – précisez

_____

4. Si vous habitez avec d'autres personnes, qui sont-elles?

☐ Fils ou fille avec conjoint(e)
Précisez :_____

☐ Petits-enfants
Nombre :_____
☐ Autres fils ou filles
Nombre :_____
☐ Autres proches – précisez le lien et le nombre
_____
☐ Étrangers – lien et nombre_____

5. Qui s'occupe de vos besoins quotidiens?

☐ moi-même
☐ des membres de la famille :
précisez_____
☐ des travailleurs de la santé
☐ le personnel de l'habitation collective
☐ autres – précisez_____

6. Recevez-vous des soins à domicile?

☐ oui ☐ non

7. Dans l'affirmative, à quelle fréquence?

☐ quotidiennement ☐ hebdomadairement ☐ mensuellement

8. Vos conditions de vie actuelles sont-elles acceptables? Dans la négative, que changeriez-vous?

☐ oui ☐ non
Commentaires :_____

9. Votre plan de maison répond-il à vos besoins culturels? (Remarque : cuisine, salle de séjour et chambres à coucher plus spacieuses, et ordre de priorité de ces pièces en tant qu'aire habitable.)

☐ oui ☐ non

Commentaires :_____
_____
_____
_____
_____

10. Si vous pouviez changer un élément du plan de votre logement, quel serait-il?
_____

11. Comment la situation du logement a-t-elle affecté les familles inuites?_____

_____

12. Selon vous, quelle est la cause fondamentale du problème de logement dans le Nord?

_____

_____

_____

13. Selon vous, quel groupe éprouve les besoins de logement les plus pressants?

- Familles seules – deux parents avec enfants
- Familles élargies – deux parents, enfants, grand-parents, frères et soeurs des parents
- Familles monoparentales – mère seule avec un ou plusieurs enfants
- Jeunes couples
- Jeunes célibataires sans enfants
- Aînés
- Personnes handicapées
- Autre – précisez

14. Selon vous, quelles solutions devrait-on adopter pour améliorer la situation du logement et qui devrait en assumer la responsabilité?

_____

_____

_____

15. Dans quelle mesure vaut-il la peine de s'efforcer d'améliorer la situation du logement?

☐ C'est la priorité la plus urgente à laquelle il faut porter attention.
☐ C'est une priorité, mais il y en a beaucoup d'autres qui sont plus urgentes.
☐ Ce n'est pas une priorité importante.

16. Si vous appartenez à un organisme d'aînés, quel rôle les organismes comme le vôtre peuvent-ils jouer dans le redressement de la situation du logement?

_____

_____

_____

17. Quel rôle les organismes inuits devraient jouer dans ce domaine?

☐ construire des maisons à l'aide des sommes obtenues de revendications territoriales
☐ dire aux gouvernements que les Inuits ont besoins de plus de logements
☐ informer les Inuits des problèmes de logement en en discutant avec eux
☐ autre :

_____

Inuit Tapirisat du Canada – Projet de recherche et de consultation

Besoins de logement des Inuits

Questionnaire – Organismes inuits

Renseignements de base à obtenir :

Nom et fonction de l'interrogé
Nom de l'organisme inuit
Numéros de téléphone et de télécopieur
Communauté et région

Situation du logement

1) Comment votre organisme s'attaque-t-il présentement au problème de logement?

- ☐ Inactif dans ce dossier présentement
- ☐ Parle du problème au cours de réunions
- ☐ Expose sa position au gouvernement ou à d'autres organismes inuits
- ☐ Fait parvenir des lettres aux organismes concernés
- ☐ Consulte les organismes gouvernementaux concernés par la production de logements
- ☐ Mène d'autres activités de pression; précisez
- ☐ Autres; précisez

2) Votre organisme a-t-il élaboré un énoncé de principe ou un document de travail sur la situation du logement au cours des cinq dernières années? Dans l'affirmative, pourriez-vous en faire parvenir un exemplaire à l'ITC?

- ☐ Oui
- ☐ Non

3) Veuillez qualifier la situation actuelle du logement dans votre région.

- ☐ Bonne
- ☐ Acceptable
- ☐ Nécessitant une attention immédiate
- ☐ En état de crise

4) Sur une échelle de 1 à 5, 5 étant la priorité la plus urgente, quelle est la place du logement par rapport aux autres besoins et priorités des Inuits dans votre région, dont l'expansion économique, la santé, les programmes sociaux et le développement politique?

1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐

5) Indiquez quelques répercussions qu'a eues la situation du logement sur les habitants de votre communauté et région, notamment dans le domaine de l'expansion économique, de la santé, de la violence familiale, de la toxicomanie, etc.?

_____
_____
_____
_____
_____

6) Selon vous, quel groupe éprouve les besoins de logement les plus pressants?

- ☐ Familles seules – deux parents avec enfants
- ☐ Familles élargies – deux parents, enfants, grand-parents, frères et soeurs des parents
- ☐ Familles monoparentales – mère seule avec un ou plusieurs enfants
- ☐ Jeunes couples
- ☐ Jeunes célibataires sans enfants
- ☐ Aînés
- ☐ Personnes handicapées
- ☐ Autre – précisez

7) Quel volet des besoins de logement est le plus pressant?

- ☐ Logement public
- ☐ Logements privés
- ☐ Logements locatifs
- ☐ Logements d'employeurs gouvernementaux ou privés
- ☐ Logements individuels (logements unifamiliaux)
- ☐ Logements plurifamiliaux
- ☐ Autre : précisez

8) Selon vous, quelles solutions devrait-on adopter pour améliorer la situation du logement et qui devrait en assumer la responsabilité?

- ☐ Avez-vous songé à de nouvelles façons de procéder qui pourraient contribuer à améliorer la situation du logement?
- ☐ Financement
- ☐ Nouveaux partenariats entre les organismes voués au logement
- ☐ Rétablissement du financement fédéral à la construction de nouveaux logements sociaux
- ☐ Nouvelles façons de construire des maisons (Habitat for Humanity)
- ☐ Nouveaux plans de maison tenant compte de la culture et du mode de vie des Inuits
- ☐ Nouveaux programmes qui pourraient accroître l'accession à la propriété
- ☐ Accroissement de la participation des Inuits à la construction de maisons
- ☐ Autres : précisez

9) Quel rôle les organismes inuits devraient jouer dans le redressement de la situation du logement?

- Presser les gouvernements de rétablir ou d'augmenter le financement à l'habitation
- Utiliser les sommes tirées de revendications territoriales pour obtenir d'autres sources de financement, dont du financement gouvernemental, grâce à l'effet de levier
- Autre : précisez